

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉSOLUTION DE PLEIN DROIT
DES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Mardi 3 Mars 1931, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Jean LEVY

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. RIPERT.

Suffragants : MM. LÉVY-ULLMANN,
NIBOYET.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1931

**La Résolution de plein droit
des contrats**

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
RÉSOLUTION DE PLEIN DROIT
DES CONTRATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue, le Mardi 3 Mars 1931, à 14 heures,
à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

PAR

Jean LEVY

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. RIFERT.

Suffragants : MM. LÉVY-ULLMANN,
NIBOYET.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

1. — Avant d'attaquer de face le problème que pose notre sujet, il nous semble nécessaire de jeter une vue générale, mais sommaire, sur la résolution des contrats en général, afin d'éclairer le rapport intime qui unit la résolution de plein droit à celle judiciaire. Après l'avoir établi entre ces deux modalités de l'institution de la résolution, il nous sera plus aisé de saisir le propre et déterminer les caractéristiques de la résolution de plein droit.

2. — Il y a résolution du contrat : « ...toutes les fois qu'il est détruit rétroactivement par une cause autre qu'une nullité initiale » (1).

Par conséquent, toutes les fois qu'un contrat sera dissous pour une cause survenue postérieurement à sa conclusion, il y aura résolution.

La résolution peut être de source légale ou conventionnelle et revêtir, dans sa mise en exécution, la forme judiciaire ou celle de plein droit, suivant les cas.

(1) M. Planiol et Ripert : « Traité élémentaire de droit civil », éd. 1926, T. 2, n° 1302.

3. — Dans cette étude, nous nous occuperons de la résolution légale de plein droit, c'est-à-dire de la dissolution du contrat due à une cause survenue après sa conclusion, sans que l'intervention de la justice soit nécessaire et essayerons d'en déterminer le critère.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION PREMIÈRE

Le fondement de la résolution et ses conséquences

§ PREMIER. — *Des théories les plus importantes sur le fondement de la résolution*

1. — Il s'agit maintenant de discuter le fondement de la résolution et, à cette occasion, de dire quelques mots sur l'histoire de cette institution.

Nous distinguerons, à cet effet, deux groupes de théories. Le premier est représenté actuellement par M. Planiol, qui attribue comme fondement rationnel à la résolution le consentement conditionnel des parties, portant sur la réciprocité des obligations. Cette explication technique est appuyée sur une démonstration historique qui ne saurait nous convaincre, malgré son enchaînement (1).

M. Planiol recherche les origines de la résolution dans

(1) Planiol et Ripert, op. préc. n° 1309 et s. V. dans ce sens la note de M. Planiol au D. 91, 1, 389; Aubry et Rau : « Droit civil », éd. 1902, T. 4, p. 302, texte et note 82 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, « Oblig. », éd. 1907, T. 5, n° 902.

le pacte comissoire romain du contrat de vente, qui aurait fini par être sous-entendu dans les contrats synallagmatiques (1). Or, si l'argument du consentement conditionnel peut valoir logiquement, il ne tient pas psychologiquement. En effet, il est peu probable que, lors de la conclusion du contrat, les parties envisagent déjà sa dissolution éventuelle (2).

Historiquement, la thèse de M. Planiol n'est pas confirmée. La résolution, institution complexe, peut encore avoir deux sources en droit romain, l'une dans l'exception de dol, l'autre dans la *condictio causa data, causa non secuta* (3).

Dans l'exception de dol, accordée lorsque les parties n'avaient pas prévu laquelle exécutera la première, nous reconnaissons l'*exceptio non adimpleti contractus*, ou refus d'exécuter tant que l'autre partie n'exécute pas son obligation, alors que dans la *condictio*, il s'agit de l'action personnelle en restitution que peut exercer, dans le contrat innommé du type *do ut des, do ut facias*, le créancier qui a déjà exécuté l'obligation contractée.

Les canonistes enfin, s'efforcent de construire une théorie générale de la résolution, se fondant sur la condition qu'ils sous-entendaient dans le contrat : « *si fides servetur* », découlant des adages : « *frangenti fidem, fides non*

(1) Pothier : « Obligations », n° 672.

(2) Ripert : Cours de droit civil, 1926-27, p. 265.

(3) V. pour l'historique : Capitant : « De la cause », p. 329 et suiv., et Boyer : « Recherches historiques sur la résolution des contrats », thèse Toulouse, 1924, p. 212 et s.

servanda », « *fides non servanda est ei qui frangit fidem* (1). C'est le triomphe de la bonne foi dans le contrat.

Enfin, l'admission de cette dernière comme une cause de résolution lui donne, dans certaines hypothèses, une autorité (2) qui ne saurait découler d'une simple condition sous-entendue des parties, sur laquelle si peu d'auteurs sont d'accord.

Quant au deuxième groupe il est, à l'opposé du premier, loin de toute conception étroite sur le fondement de la résolution. C'est pourtant le grief que nous lui ferons : il est par trop dans le vague. Ce qui prouve par ailleurs la justesse de notre critique est la division, entre eux, des auteurs de ce second groupe. Ils se fondent tous sur le lien qui « dans le contrat synallagmatique unit l'une à l'autre les obligations des deux contractants » (3). Mais alors que MM. Colin et Capitant se contentent de cette considération, trois auteurs ont fait un pas de plus et cherché dans ce lien les caractères spécifiques qui pourraient leur fournir un critère pour la résolution.

Nous voulons parler, d'une part de MM. Picard et Prudhomme, d'autre part de M. Maury, les deux premiers soutenant la nécessité d'une équivalence objective, le troisième d'une équivalence subjective, dans le

(1) Ripert : « La règle morale dans les obligations civiles », éd. 1927, n° 76.

(2) V. infra p. 61 et s., la jurisprudence nombreuse qui accorde la résolution pour les moindres manquements à la bonne foi.

(3) Colin et Capitant : « Cours élém. de Dr. Civ. », 1930, p. 344.

contrat (1). Or, ces notions, de même que leurs applications, se réduisent à fort peu de chose.

Tout d'abord, la notion d'équivalence économique n'est nulle part exigée dans le Code ou dans la loi.

Quant à l'exigence de l'objectivité, voici le raisonnement de MM. Picard et Prudhomme : le contrat se décompose en deux éléments distincts qui sont le lien de volonté et le rapport de droit. La loi réglemente un certain nombre de rapports de droit déterminés, tels que la vente, le louage, le prêt, la société, autant de « cadres construits à l'avance » qui « ont une existence objective en dehors de toute application à une hypothèse concrète ». Or, le lien de volonté « soumet les parties au rapport de droit, auquel elles se sont expressément référées ». A propos du louage-vente et de la location-vente, MM. Picard et Prudhomme soutiennent que le conflit entre le lien de volonté et le rapport de droit est tranché en faveur de ce dernier par la jurisprudence (2). Nous ferons remarquer que le rapport de droit a trait à la nature du contrat, alors que dans la résolution ce n'est pas la nature du contrat mais l'état de ses éléments qui intéresse, comme nous le démontrerons plus loin. C'est d'ailleurs la raison

(1) Picard et Prudhomme : « De la résolution judiciaire pour inexécution des obligations », « Revue trimestrielle de Dr. civ. », 1912, p. 61 ; Maury : « La notion d'équivalence », th. Toulouse 1920, p. 274-89.

(2) Picard et Prudhomme, art. préc., rev. préc., p. 105 et s.

Le louage-vente est un contrat de location contenant une clause aux termes de laquelle le locataire, après paiement d'un certain nombre de loyers, deviendra propriétaire de l'objet loué.

Dans la location-vente, un individu prête à une société une somme déterminée, en se réservant une partie dans les bénéfices et un droit de contrôle sur les opérations de la société.

pour laquelle MM. Picard et Prudhomme parlent des causes de résolution « permettant le fonctionnement du rapport de droit ».

En second lieu, cette notion du rapport de droit est excessivement rigide. Or, la jurisprudence française est loin d'ignorer la recherche de la volonté des parties. Tout au plus écarte-t-elle la volonté apparente, mais cette poursuite des véritables intentions dans les cas de simulation confirme notre thèse (1). Une jurisprudence nombreuse est dans ce sens (2), de même que M. Ripert (3), lorsqu'il nous dit qu'il faut rechercher « tous les points d'émergence par où jaillit au grand jour le fluide qui anime tout le contrat » et que dans la location-vente la notion de l'*affectio societatis* qui devrait nous éclairer sur le point de savoir s'il y a association ou simple prêt n'est qu'une formule commode, cachant l'intention des parties ou l'intérêt commun, qu'il reste justement au juge de découvrir.

En ce qui concerne la subjectivité de l'équivalence soutenue par M. Maury, comme elle a trait à l'intention des parties, elle est loin de fournir le moindre critère précis relatif à la résolution (4).

La jurisprudence n'a consacré aucune des théories exposées jusqu'ici. Si nous n'en avons pas encore parlé, c'est non seulement à cause du caractère théorique et

(1) Thaller, note au D. 1904, 1, 257.

(2) Vervins, 31 juill. 1902. D. 1903, 2, 425. V. dans ce sens les décisions citées sur la location-vente par MM. Picard et Prudhomme eux-mêmes : Cass., 15 févr. 1887, S. 1888, 1, 87; Req. 17 juillet 1895, D. 96, 1, 57 ; Req. 21 juill. 1897, D. 98, 1, 269.

(3) « Annales de Droit commercial », 1905, p. 67 et s.

(4) Maury, *th. cit.*, p. 266 et s.

sommaire de ce premier paragraphe, mais aussi parce que, malgré quelques expressions isolées d'arrêts peu nombreux, elle ne saurait aucunement venir à l'appui des précédentes théories. Dans le courant des développements suivants, nous nous arrêterons à quelques exemples jurisprudentiels cités par les auteurs mêmes que nous venons de critiquer, pour montrer qu'ils sont bien loin d'être en leur faveur.

2. — Il y a pourtant une question qui se pose d'elle-même car, à part la notion de condition résolutoire qui « est une explication technique insuffisante (sinon inexacte) de l'institution... » (1), les autres, données par d'aussi excellents auteurs, ne contiendraient-elles pas une partie de la vérité ou, du moins, ne sauraient-elles pas, par les recherches faites à leur occasion, nous mettre sur la voie juste, par l'analyse des causes qui ont déterminé ces auteurs à marcher sur ce qui nous semble être une fausse route ?

L'étude des auteurs de la seconde catégorie distinguée nous suggère une observation identique : tous constatent et essayent de saisir et déterminer un rapport. Nous avons vu que les rapports établis par MM. Picard et Prudhomme et celui que M. Maury a essayé de déterminer, ne peuvent pas être retenus ; quant à la notion du lien des obligations, son seul avantage est de préciser que dans un contrat l'une des obligations cause l'autre. Or cela est insuffisant parce qu'il nous manque justement le critère permettant la détermination, aussi rigoureuse que possible, des cas de résolution du contrat.

Nous sommes ainsi amenés à nous demander si les

(1) Maury, th. préc., p. 270.

auteurs précités n'ont pas pêché par l'ignorance dans laquelle ils ont tenu les éléments fondamentaux du contrat car, pour bien saisir un rapport, il faut d'abord en connaître les termes.

Cette remarque est d'autant plus importante que la résolution, vaste institution juridique d'équité (1), dans son essence, a besoin d'un critère permettant sa mise en mouvement au temps opportun. Or, ce critère, nous allons le découvrir à l'aide de l'analyse des éléments mêmes du contrat.

A cette occasion, nous reprendrons, de ce point de vue, l'analyse de l'article précité de MM. Picard et Prudhomme (2) et nous occuperons de la théorie de M. Capitant, qui, tout en jetant une vue profonde et géniale sur la cause dans les contrats, a fait, par cela même, œuvre restreinte, en posant comme unique fondement de la résolution la notion de cause (3).

MM. Picard et Prudhomme nous parlent de la résolution sanctionnant le principe de la fin pratique commandée par l'élément spécifique du contrat. C'est, en

(1) De cette manière, nous rejoignons la théorie de certains arrêts et auteurs qui, en déplaçant en quelque sorte la question, fondent la résolution sur l'équité : Cass. 24 nov. 1865, D. P. 66, 1, 27; Nîmes, 23 avr. 1917, G. T. 1918, 2, 221; Nechitch : « L'action en résolution », th. Paris 1909, p. 14-15; Baudry-Lacantinerie et Barde, T. 2, n° 923. Il y a là une étiquette juste de l'institution de la résolution, mais l'application de celle-ci dans les rapports juridiques nécessite des notions et des moyens autrement précis.

(2) Ces auteurs distinguent trois causes de résolution : a) l'absence d'équivalence entre les obligations; b) la non réalisation de la fin pratique commandée par l'élément spécifique du contrat et, c) la mauvaise foi dans l'exécution du contrat.

(3) Capitant, op. cit., p. 321 et s.

quelque sorte, un pressentiment de la cause de M. H. Capitant, mais confus, tant comme notion que comme portée de sa sanction : comme notion, parce que MM. Picard et Prudhomme voient l'expression de ce principe dans les obligations accessoires du contrat, qu'ils essaient de définir d'une manière rigide et formelle, ce qui méconnaît l'importance de l'intention des parties en la matière et citent ensuite comme exemples les obligations de délivrance et de garantie et certaines charges dans les libéralités ayant joué le rôle de causes impulsives et déterminantes, qui sont pourtant loin d'être des obligations accessoires ; comme portée de sa sanction parce que, comme nous le verrons dans les développements ultérieurs traitant de la résolution pour risques (1), la résolution pourra — contrairement à l'opinion de nos auteurs — intervenir fort bien dans tous ces cas, même si l'inexécution est due au cas fortuit ou à la force majeure.

M. Capitant est le seul qui ait nettement saisi l'un des éléments du contrat pour en faire la cause de la résolution. La cause du contrat, c'est-à-dire la prestation promise en vue de laquelle la partie s'est obligée de son côté et qu'elle désire obtenir, serait le fondement de la résolution. Et M. Capitant de continuer (2) : « le plaignant est fondé à demander la résolution du contrat » et à dire : « Le but en vue duquel je me suis obligé ne peut plus être atteint, par conséquent, mon obligation est sans cause, je demande à en être déchargé. »

(1) V. *infra*, p. 39 et s.

(2) Capitant, *op. cit.*, p. 323.

La cause du contrat ou but poursuivi par les parties est une notion spéciale, pour l'étude de laquelle nous ne pouvons que renvoyer à l'excellent ouvrage de M. Capitant. C'est, telle que nous l'avons comprise, le motif déterminant se cristallisant dans le contrat et connu par les deux parties (1). Cette dernière partie de la définition a d'ailleurs fait l'objet d'une sérieuse critique, de la part de M. Ripert, se fondant sur les décisions de la jurisprudence en matière de conventions immorales (2).

Quoi qu'il en soit, la cause ne saurait être l'unique fondement de la résolution. Comme nous l'avons indiqué plus haut, celle-ci est de beaucoup plus étendue, tant en ce qui concerne ses causes que son champ d'application en résultant. Quant à la jurisprudence toulousaine qui vient fonder la thèse de M. Capitant, elle ne contredit point ces conclusions car, comme on le verra, surtout plus loin, nous considérons la cause comme l'un des fondements de la résolution.

§ 2. — *Le mécanisme technique de la résolution
et le fondement de celle-ci.*

1. — Mais, tout d'abord, quel est le moyen technique faisant jouer la résolution et quelle est son application ?

M. Planiol, en définissant la résolution, s'est attaché

(1) Pour cette raison, objet et cause se confondent souvent. Dans cette étude, nous ne nous servirons de la notion de cause que lorsqu'elle se différenciera ou dépassera celle d'objet du contrat.

(2) Ripert, Cours, cit., p. 100.

uniquement à ses effets. Les étiquettes logiques du *genus proximus* et de la *differentia specifica*, indispensables à toute définition, manquent. Le *genus proximus* nous est pourtant donné par M. Planiol lui-même, lorsqu'il recherche le fondement de la résolution : ce serait une condition résolutoire. Ceci est fort juste, car la résolution opère comme une condition. Objectera-t-on qu'en ce cas elle devrait s'accomplir de plein droit et ne permettre aucune appréciation ni intervention du juge ? Cette constatation, transformée en objection, cadrera pourtant très bien dans l'ensemble de notre thèse (1), alors qu'elle ne se concilie point avec celle de M. Planiol. Nous avons déjà vu que cette condition ne saurait être attribuée exclusivement à la volonté des parties (2).

Il ne reste donc qu'une seule solution : la condition résolutoire ne peut être que légale (3). Ce second élément nous fournira la *differentia specifica* de notre définition.

Ce qu'il faudra donc pleinement démontrer, c'est que la résolution joue en vertu d'une condition légale. A cette fin, un rapide coup d'œil historique et l'analyse de l'article 1184, C. civ., s'imposent.

(1) V. infra, p. 18 et s.

(2) V. supra, p. 89.

(3) V. dans ce sens, Planiol et Ripert : « Traité pratique... », Oblig., T. 6, p. 589, qui trouvent « plus exact de dire que la résolution a lieu en vertu d'une règle de droit qui s'impose aux parties ». Cette explication écarte, indirectement, la possibilité de voir dans la cause l'unique fondement de la résolution, ce qui accorderait une prépondérance absolue, dans la résolution, à la volonté des parties.

2. — Nous avons déjà vu (1) le rôle que la notion de condition a joué en droit romain et en droit canonique. Les romanistes, du moyen âge, de leur côté, désireux d'édifier une théorie générale de la résolution dans le respect des textes romains, s'attachent tout particulièrement aux dénominations de *causa*, *conditio* et *modus*, à l'aide desquelles les jurisconsultes anciens désignaient, dans leur œuvre d'exégèse, la contre-protestation envisagée dans son rapport avec l'obligation de l'une des parties (2).

Ils s'efforcent ensuite de délimiter le champ d'application de la résolution. Sans insister sur ces savantes discussions et sans distinguer les différences qui séparaient les divers auteurs, tels qu'Accurse et Barthole (3), nous ne retiendrons que la presque confusion qui s'établit entre les acceptions des mots *conditio* et *causa*.

Barthole va jusqu'à affirmer que toute cause d'un engagement est au fond une disposition conditionnelle. Or, la non-réalisation de la cause finale d'un contrat permet sa résolution : *cessante causa cessat effectus* (4).

Guy Coquille, plus tard, s'exprimera ainsi : « Condition et cause sont de même effet en ce qui est de l'utilité, combien qu'il y ait de différence suivant la *suptilite* et *in apicibus juris*, même quand il appert qu'autrement on n'entendait contracter, quoique le propos n'ait pas été exprimé conditionnellement (5).

(1) V. *supra*, p. 89.

(2) Boyer, *th. cit.*, p. 297 et s.

(3) Boyer, *th. cit.*, p. 307.

(4) Boyer, *th. cit.*, p. 314.

(5) Guy Coquille : *Coutume du Nivernais* : « Des communautés », art. 13, p. 209-210, cité d'après Boyer, *th. cit.*, p. 373.

3. — Forts de cette notion de condition, aussi recherchée au temps où se posaient les fondements du droit français actuel, quand ces formules ne connaissaient pas encore la dépréciation d'usage qui leur fait perdre le sens originaire, nous allons prendre le Code et voir quelles sont les conditions de tout contrat. Or, nous y trouvons les articles 1108 et 1134, 3°, C. civ.

L'article 1108 exige quatre conditions pour la validité d'une convention : le consentement, la capacité, un objet et une cause ; l'article 1134, 3°, la bonne foi dans l'exécution du contrat. De ces cinq conditions, la nature de notre sujet nous oblige à ne pas nous occuper des deux premières, qui n'intéressent que le moment de la formation du contrat. Un contrat doit toujours pouvoir faire, après sa conclusion, la preuve de ces trois conditions : l'objet, la cause et la bonne foi, expressément exigées par le C. civ. Donc notre condition est légale (1), et nous pouvons donner la définition suivante de la résolution qui serait : « Une condition résolutoire légale, intervenant toutes les fois que le contrat sera dissous pour une cause survenue postérieurement à sa conclusion ».

3. — Voici maintenant nos conclusions : tout contrat doit avoir un objet, c'est-à-dire une fin matériellement possible, une cause représentant une exécution qui corresponde à la volonté des parties et être exécuté de bonne foi, pour satisfaire l'exigence morale de la société, qui considère les conventions viciées par la mauvaise foi.

(1) Baudry-Lacantinerie, cité par Sfériades, dans son : « Etude critique sur la théorie de la cause », th. Paris, 1897, p. 197, considère que l'art. 1184, C. civ. exprime « une interprétation législative de la volonté des parties contractantes ».

SECTION DEUXIÈME

La forme de la résolution

§ PREMIER. — *Du principe que la résolution se produit de plein droit.*

La sanction de la résolution intervient quand l'un de ces éléments du contrat manque ou est gravement atteint.

1. — En principe, la résolution se produira de plein droit (1). Ainsi, nous prévenons l'objection dont nous avons déjà parlé en ce qui concerne les conséquences du fait d'envisager la résolution comme l'effet d'une condition résolutoire légale (2). Mais on pourra nous objecter qu'en dépit d'une certaine valeur logique de ce système, il serait inconciliable avec l'article 1184, fondamental pour la résolution et avec les nécessités de la pratique.

2. — D'accord sur ce point avec MM. Colin et Capitant (3), nous relèverons une contradiction importante dans le texte de l'article 1184, C. civ., sous la réserve que cette contradiction n'est qu'apparente et vient confirmer notre point de vue. Que nous dit cet article ? Que : « La condition résolutoire est toujours sous-entendue

(1) V. en sens contraire : Aubry et Rau, op. cit., T. 4, § 302, texte et note 82 *quater*; Planiol et Ripert : « Traité élémentaire », T. 2, n° 1312; Baudry-Lacantinerie et Barde, op. cit., T. 1, n° 321 et s.

(2) V. *supra*, p. 16.

(3) Colin et Capitant, op. cit., p. 344-345.

dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera point à son engagement ».

Suivant ce premier alinéa, la résolution devrait, dans l'hypothèse de l'inexécution, avoir lieu de plein droit. Cette conclusion logique paraît contredite par les deux alinéas suivants. On y lit : « Dans ce cas le contrat n'est point résolu de plein droit. La partie envers laquelle l'engagement n'a point été exécuté a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages et intérêts. La résolution doit être demandée en justice et il peut être accordé au défendeur un délai selon les circonstances ». Et MM. Colin et Capitant d'écrire : « On le voit, le Code présente la résolution du contrat pour cause d'inexécution de la part du débiteur, comme le résultat d'une condition résolutoire tacite ou sous-entendue, alors que c'est en réalité le résultat d'une décision judiciaire, ainsi que le constate d'ailleurs la seconde partie de l'article 1184, laquelle se trouve en contradiction avec la première ».

Ne serait-il pas plus simple de faire le raisonnement suivant : le premier alinéa de l'article 1184 C. civ. contiendrait l'énoncé du principe général de la résolution, alors que les deux autres, de même qu'un certain nombre d'articles du Code (1), régleraient les applications d'espèce dans lesquelles il y aura soit résolution

(1) Art. 1764-70, sur les baux à ferme.

Art. 1912, 1977 et 2082, pour les contrats unilatéraux.

Art. 1636, 1638, 1643, 1721, 1729, ayant trait à l'appréciation sub-

judiciaire, soit résolution de plein droit, suivant les cas et les circonstances.

De toute façon, l'art. 1184 C. civ. reste, pour ainsi dire, l'article de fond en la matière car, par le fait de parler dans son second alinéa d'exécution possible et de dommages et intérêts, il indique déjà quelles sont les causes principales de la résolution judiciaire, à savoir l'inexécution momentanée ou temporaire, les inexécutions partielles et fautive.

De son côté, la jurisprudence que nous étudierons d'une manière approfondie plus loin, attribue le fondement de toutes les actions en résolution à l'art. 1184 C. civ. En outre, nous trouvons une confirmation dans la doctrine de M. Capitant, où la cause du contrat, analysée par le juge, doit l'éclairer sur le fait de savoir si l'exécution de la convention est compromise.

Cette critique de l'art. 1184 C. civ. est encore appuyée par le remarquable article que M. Lebreton a publié sous le titre de : « Suspension et résolution du contrat » (1).

jective de l'inexécution, dans les hypothèses d'éviction et d'action rédhibitoire.

Art. 1630, au cas d'éviction totale.

Art. 1644 concernant la résolution en cas d'action rédhibitoire.

Art. 954 et suiv., et art. 1046, ayant trait à la révocation des donations et l'application de ces règles en matière testamentaire.

Art. 1722, pour le louage, et les art. 1790, 1794 et 1795, pour le louage d'ouvrage.

Art. 1865 et 1867 concernant la société.

Art. 2003 sur la résolution dans le mandat.

Art. 1654-1657 concernant la vente.

Cette liste n'est pas exhaustive.

(1) « Revue critique de législation et jurisprudence », 1924, p. 581 et s., p. 597 et s.

Son opinion sur l'article 1184 C. civ. est : « Que l'on aurait seulement voulu dans l'art 1184, consacrer les solutions qui sont imposées par la nature des choses » (1).

Cet auteur cite ensuite de Locré (2), à propos de la condition résolutoire de l'art. 1184, un passage que nous reproduirons en entier : « Mais la partie qui peut réclamer l'effet de cette condition doit être en même temps autorisée à contraindre par les voies de droit l'autre partie d'exécuter la convention, il est alors nécessaire qu'elle ait recours aux tribunaux ».

C'est donc la nécessité de l'obtention d'un titre exécutoire qui justifierait l'action en justice. Les mots « en même temps » et « alors » sont significatifs à cet égard.

Et Locré de continuer : « Et alors même que la condition résolutoire serait formellement stipulée, il faudrait toujours constater l'inexécution, en vérifier les causes, les distinguer de celles d'un simple retard ; et dans l'examen de ces causes, il peut en être de si favorables que le juge se trouve forcé par l'équité à accorder un délai ». C'est encore une nécessité, celle parfois du délai de grâce, qui explique l'action en justice.

Ensuite M. Lebret fait remarquer que, d'ailleurs, suivant les travaux préparatoires, la résolution devait être judiciaire même lorsqu'elle résultait d'une clause résolutoire expresse, mais qu'aujourd'hui la doctrine et la jurisprudence sont unanimes à reconnaître que ces clauses sont susceptibles d'opérer de plein droit.

(1) Lebret, art. préc., rev. préc., p. 621.

(2) Locré : « Législation civile, commerciale et criminelle de la France », T. 12, p. 342.

3. — Quant à la jurisprudence, celle-ci admet la résolution de plein droit des contrats et les arrêts qui semblent l'exclure ne sont probants d'aucune manière.

Commençons par l'énumération et l'analyse, rapide en quelque sorte, de ceux qui considéreraient que : « Même en admettant la réalité de ses griefs, un cocontractant ne peut se soustraire par sa seule volonté à l'exécution de ses obligations » (1).

Mais si l'on étudie de près cette jurisprudence, il en ressort seulement que lorsque les juges ne reconnaissent pas la résolution de plein droit, c'est uniquement parce que, dans les cas envisagés, ils trouvent qu'il n'y a pas lieu non plus d'accorder la résolution judiciaire (2).

Prenons, par exemple, l'arrêt de la Chambre des Requêtes du 23 février 1898 (3) cité généralement comme excluant, en principe, la résolution de plein droit. Il s'agissait, en l'espèce, d'un vendeur qui, dans un marché à livrer, avait suspendu les livraisons auxquelles il s'était obligé, à la suite du refus de l'acheteur d'acquitter la première livraison. Celui-ci intenta une action en justice et fut condamné à des dommages et intérêts mais, la Chambre des Requêtes refusa de reconnaître la résolution de plein droit du contrat dont se prévalait le vendeur, dans les termes suivants : « Attendu, en droit, que si, aux termes de l'article 1184 C. civ., lorsqu'une partie n'exécute pas complètement ses obligations,

(1) Lyon, 22 janv. 1909, Mon. jud. Lyon, 7 avr. 1909, cité d'après la th. de M. Cassin : « De l'exception tirée de l'inexécution », p. 345, n° 1, Paris, 1914. V. dans ce sens, la jurisprudence qu'il cite p. 343, n° 12 et 3.

(2) V. dans ce sens : Cass., 4 janv. 1910, S. 1911, 1, 195.

(3) S. 98, 1, 440.

l'autre partie a le droit de demander la résolution du contrat, la condition résolutoire prévue au dit article n'opère point de plein droit et laisse, par conséquent, aux juges, une certaine latitude pour apprécier les faits ».

On le voit, la résolution de plein droit n'est écartée qu'en tant qu'elle pourrait porter préjudice aux pouvoirs du juge dans cette « vérification ultérieure », à laquelle il peut toujours être appelé par l'un des contractants.

Un autre arrêt, qui a fait couler beaucoup d'encre et que nous reprendrons dans le même ordre d'idées est celui de la Cour de Cassation du 1^{er} décembre 1897 (1). Voici les circonstances de fait de l'affaire : le propriétaire d'un hôtel refusait à la Compagnie d'électricité chargée de l'éclairage électrique de ses locaux, le paiement intégral d'une facture, dont il contestait le chiffre. Or, la Compagnie, sans même prendre la précaution d'une mise en demeure préalable, se crut fondée à arrêter la fourniture du courant. Mais elle fut condamnée à reprendre l'exécution de ses obligations et sa résistance dut céder devant des astreintes extrêmement sévères.

L'arrêt en question parle de l'impossibilité de se défaire de sa propre autorité du contrat et MM. Planiol et Charmont trouvent cette exigence excessive alors que, suivant eux, il s'agit, en l'espèce, seulement de l'*exceptio non adimpleti contractus* et de l'examen des circonstances justifiant ou non son exercice.

Il résulte d'une manière assez claire, pourtant, des circonstances de l'affaire, qu'il y a là un cas où le défendeur

(1) D. 98, 1, 289, av. n. de M. Planiol ; S. 99, 1, 174, av. courte, n. anonyme. V. aussi Charmont : « Revue critique », 1899, p. 67.

s'est cru autorisé à rompre le contrat et où la Cour ne lui a pas reconnu ce droit parce que la dissolution du contrat lui paraissait mal fondée.

En effet, il est hors de doute aujourd'hui que la résolution de plein droit est admise par la jurisprudence. Nous le verrons dans tout le courant de cette étude. Citons d'ores et déjà l'arrêt de la Cour de Cassation du 20 décembre 1920 (1), sur lequel nous reviendrons amplement et cherchons une affirmation sans réticences de cette jurisprudence dans la note de M. Savatier au D. 1920, 2, 41, au-dessous de trois arrêts différents de la Cour de Poitiers du 9 juin 1913, 12 juin et 23 décembre 1918 (2). M. Savatier conclut que les deux derniers arrêts sont surtout remarquables en ce qu'ils admettent « ... le caractère purement déclaratif de la décision de justice prononçant la résolution d'un contrat synallagmatique en vertu de l'article 1184, C. civ. ».

A la suite de ces recherches dans la doctrine, les textes et la jurisprudence, il nous semble à la fois plus logique et véridique de soutenir, qu'en principe la résolution a lieu de plein droit et ne devient judiciaire que lorsque les circonstances l'exigent.

4. — Ce principe n'aboutit pas à des conséquences injustes. Citons l'heureuse formule de M. Boyer qui, après avoir cité la jurisprudence analysée par M. Cassin à l'occasion de l'exception d'inexécution écrit : « Cette

(1) S. 1922, 1, 369 av. n. de M. Morel. V. infra, p. 61. V. dans ce sens le très intéressant arrêt de la Haute-Cour des Pays-Bas, en date du 14 déc. 1893. D. 95, 2, 362.

(2) V. les renvois pour les cas où une action en justice serait absolument exigée pour obtenir la résolution,

jurisprudence n'institue pas, à proprement parler, une résolution de plein droit, puisque le refus d'exécuter n'est ici que le préliminaire d'une action en résolution. Elle constitue, néanmoins, un acheminement vers l'abandon de la résolution judiciaire, puisque l'inexécution produira un effet immédiat et définitif sous réserve d'une vérification postérieure. »

Et ce qui est vrai pour l'exception d'inexécution, qui constitue non seulement le préliminaire juridique de la résolution de plein droit, mais la précède, aussi historiquement, en quelque sorte (1), sera tout aussi valable pour la résolution de plein droit elle-même. Voilà du même coup écartée la crainte d'injustice car, en fait, les instances pourront toujours être appelées à se prononcer.

Seulement M. Cassin nous prévient que les juges « ... se contentent le plus souvent d'homologuer après coup la libération ou la réduction imposée d'autorité par un contractant, si elle leur paraît fondée : ils s'abstiennent ainsi de faire des déclarations platoniques et de détruire au nom des principes l'œuvre de la partie lésée, qu'ils seraient obligés de rétablir sur-le-champ en vertu de l'idée de cause, et de son corollaire, le maintien de l'équilibre entre les contractants : les relations d'affaires sont ainsi simplifiées et les sanctions rendues plus promptes. On ne voit guère apparaître le principe de l'irrévocabilité des conventions et de la nécessité d'un recours préalable à la justice que lorsqu'en fait un contractant était mal fondé à se prétendre libéré pour

(1) De nos jours, du moins, l'attention des juristes a été particulièrement attirée par la résolution de plein droit, peu après l'admission de l'exception non *adimpleti contractus* en doctrine. V. infra, p. 91-92.

l'avenir ou à exercer une réduction aussi importante que celle qu'il voulait imposer à l'autre, ou encore lorsqu'il a cherché à rétablir de sa propre autorité l'équilibre, alors que cette œuvre était très délicate à raison de la complexité des accords, qu'un mûr examen était nécessaire pour doser exactement la réduction de chacune des dettes corrélatives et surtout qu'aucune urgence ne se manifestait » (1). La jurisprudence adopte donc un système de résolution de nature à simplifier les relations juridiques, sans abandonner les correctifs qu'une pareille conception nécessite (2).

§ 2. — *Du critère d'application*

de la résolution de plein droit et de son utilité.

1. — Historiquement, il ne nous semble pas intéressant de nous arrêter sur les hypothèses de résolution de plein droit (3). Nous nous contenterons d'indiquer que dans la doctrine canonique l'intervention judiciaire n'était pas exigée en principe.

2. — Actuellement, les juges interviendront forcément, en préalable, dans les cas délicats du terrain de la cause et dans ceux d'atteinte partielle de l'objet du contrat ; mais la résolution se produira de plein droit dans les cas d'absence évidente de la totalité de l'objet et de

(1) Cassin, th. cit., p. 348.

V. supra, p. 19.

(2) V. aussi infra, p. 95 et s.

(3) V. Boyer, th. cit., p. 219, 230, 270 et 412.

présence évidente de mauvaise foi, l'un des éléments principaux du contrat qui en constituent autant de conditions essentielles, venant à faire défaut (1).

Dans les chapitres suivants nous essayerons de faire une application vivante de ce critère de l'évidence aux deux catégories que nous avons distinguées comme susceptibles de provoquer la résolution de plein droit, soit que personne ne puisse mettre en doute, l'absence de l'objet du contrat disparu postérieurement à sa conclusion, soit que l'une des parties soit incontestablement de mauvaise foi. Ensuite nous nous occuperons aussi de quelques textes de loi, consacrant expressément la résolution de plein droit en des hypothèses déterminées.

Mais, avant de continuer, nous nous sentons dans l'obligation d'insister sur la portée et la valeur de ce critère. La matière de la résolution offre, en quelque sorte, un mélange juridique singulier de fait et de droit. Là réside toute la difficulté de la question. Or il apparaît que le critère obtenu à la suite des conclusions quant au fondement, à la définition et à la position en doctrine et jurisprudence de la résolution, permet une singulière simplification de la matière. Celle-ci, pour la raison que nous venons d'indiquer, a été maintes fois l'objet d'explications très diverses ne reflétant que les faits et ne réalisant pas une systématisation qui permette de saisir les principes conducteurs.

(1) Il y a une série de contrats où la mort de l'un des contractants rend la convention résoluble de plein droit, la personne de l'un des contractants étant directement et strictement liée à l'objet du contrat et rendant impossible l'exécution de celui-ci. Dans ce cas, nous parlerons de résolution pour absence du sujet, en attirant l'attention sur ce fait que la résolution n'y

3. — Un certain nombre de simplifications ayant trait à l'interprétation des textes du Code sur la résolution et le fondement de celle-ci a déjà été mis en lumière.

Choisissons maintenant, comme exemple critique, un passage de la thèse bien connue de M. Cassin sur l'exception d'inexécution. A la page 359 il distingue plusieurs degrés dans la résolution : « ... à savoir la résolution judiciaire d'une part, la résolution de plein droit en vertu d'une convention expresse ou d'un texte de loi (art. 1637, 1722), d'autre part, et entre les deux, la rupture unilatérale qui vient précéder la déclaration judiciaire de rupture toujours lente à venir... »

Or, la rupture unilatérale dont il est question ici, n'est qu'un mode de fonctionnement qui déclanche la résolution de plein droit, par le droit d'option du créancier. Elle tire sa force de l'article 1184, C. civ., et a la même nature que celle expressément prévue par les textes.

Par ailleurs, M. Cassin, essayant de délimiter les cas de résolution de plein droit, fait tour à tour intervenir nombre d'idées qui sont soit trop étroites, parce que directement inspirées par les espèces étudiées, soit trop vagues, telles ces exigences d'équilibre entre prestations ou égalité entre les contractants qui résulteraient de la jurisprudence. Nous avons déjà critiqué l'idée de la nécessité d'un équilibre ou d'une équivalence entre les

a pas lieu en vertu de l'idée de cause, ce qui impliquerait une recherche de la volonté des parties, mais parce qu'il y a impossibilité d'exécuter l'objet. En effet, toutes les fois qu'on pourra s'attacher à celui-ci, l'on négligera la cause, afin d'obtenir un critère aussi clairement applicable que possible. D'ailleurs, les juges font preuve de cette tendance.

prestations. On pourrait faire une critique presque identique à la notion d'égalité entre contractants et finir avec l'analyse d'espèces (1) qui, au fond, ne consacrent la résolution que lorsqu'il y a atteinte de l'un des éléments principaux du contrat.

4. — Mettons en pleine lumière ces considérations en étudiant le cas des laissés pour compte, dont la légitimité est reconnue par la jurisprudence. M. Cassin les classe parmi les hypothèses « où un contractant se prétend libéré de ses engagements, sans recourir spontanément à l'intervention des juges... » (2), mais se contente de refuser une fois pour toutes l'exécution de ses propres obligations ; il nous dit encore que les juges homologuent ce refus quand il est fondé. Mais voici précisément ce qui intéresse et ce que M. Cassin ne nous dit pas.

Le laissé pour compte est une vaste pratique, englobant toutes sortes d'espèces différentes. La constatation de son existence est précieuse, mais il nous faut encore en connaître les règles. Or, en étudiant la jurisprudence, nous retrouvons dans cette pratique les règles déjà esquissées.

Dans l'arrêt de la Cour de Bordeaux du 18 mai 1892 (3), il a été jugé que le laissé pour compte peut être imposé au transporteur par les tribunaux, comme mode de réparation du préjudice causé « lorsque, par suite du long retard apporté à la livraison, les marchandises sont sans emploi pour le destinataire et sans valeur pour l'expéditeur ».

(1) Cassin, th. cit., p. 352, texte et n. 2 et 3.

(2) Cassin th. cit. p. 346.

(3) D. 93, 2, 119.

Il y a là une recherche, par les juges, de la cause du contrat en rapport avec la valeur de son objet encore existant et, finalement, admission de la résolution de plein droit, avec dommages-intérêts, sous la forme du laissé pour compte lui-même.

Nous ferons une remarque parallèle pour l'arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 3 juillet 1912 (1), qui décide qu'un vêtement non livré dans le délai fixé sera laissé pour compte à l'ouvrier, en réparation du dommage qui en est résulté pour le maître tailleur qui l'emploie.

D'une part, le délai ayant été fixé, il faisait en quelque sorte partie de l'objet du contrat, donc nulle nécessité, en l'espèce, de rechercher la cause du contrat ; d'autre part le tailleur avait dû se procurer une nouvelle jaquette pour le client. On peut en conclure que l'objet du contrat avait disparu postérieurement à sa conclusion.

L'admission, par les juges, de la résolution de plein droit, par le maintien du laissé pour compte à la charge du défendeur, peut encore se fonder sur l'atteinte grave de l'objet du contrat, comme par exemple dans le cas où les tissus commandés n'ont pas été confectionnés conformément à l'échantillon fourni (2).

5. — Après ces exemples, avant les développements à suivre et en tenant compte de ce fait que les juges, d'une part, consacrent la résolution de plein droit même dans les cas où une appréciation des circonstances de l'affaire ou de la cause du contrat est nécessaire mais où, après mûr examen, il apparaît qu'ils auraient eux-mêmes

(1) D. 1913, 1, 110.

(2) Req. 28 avr. 1862, S. 63, 1, 311.

accordé la résolution judiciaire s'ils avaient été appelés en préalable, à statuer ; d'autre part, qu'ils repoussent la résolution de plein droit dans les cas opposés, allant parfois jusqu'à des condamnations de principe, une question qui s'impose avec force et qui met en discussion la méthode suivie dans cette étude et, partant, ses résultats est la suivante : quelle sera la valeur de notre critère, étant donné que l'institution de la résolution de plein droit est aussi mêlée de fait et de droit et surtout que la jurisprudence, maîtresse en la matière, ne se tient point à des déclarations de principe ? (1).

On vient de voir la simplification que le critère adopté introduit dans le raisonnement juridique se référant à la résolution de plein droit. Or, un problème bien posé est déjà résolu pour moitié. Objectera-t-on que ce critère offre non seulement un avantage de systématisation assez douteux, mais aussi que les cas concrets ont bien de la peine à s'y prêter ? Nous répliquerons en attirant l'attention sur les réserves déjà faites et celles qu'il reste encore à faire pour son application.

Mais, et ceci sera peut-être pour étonner certains esprits, l'importance qu'il nous semble devoir attribuer à ce critère, dont nous avons déjà tant parlé sans modestie aucune, nous apparaît dans sa pénétration en la pratique courante des opérations à caractère juridique entre parties. La résolution de plein droit se produit, en effet, par la volonté du créancier se prévalant de l'inexécution de l'obligation par son cocontractant. Or, celui-ci pourra toujours l'assigner en justice, demander le rétablisse-

(1) V. *supra*, p. 24-25.

ment de la convention qu'il prétend injustement rompue et même former une demande en dommages et intérêts. Le créancier, de son côté, pourra, lui aussi, intenter une action pour demander la consécration de la résolution dont il a assumé la responsabilité et même des dommages et intérêts. Et à ces possibilités s'ajoutera encore le jeu des demandes reconventionnelles.

Le grand danger de prendre l'initiative d'une résolution de plein droit du contrat où l'on est partie, c'est donc d'encourir ultérieurement le blâme du juge vérificateur, qui peut encore vous condamner au paiement de dommages-intérêts.

Il serait donc d'une grande utilité d'avoir à sa disposition un critère clair et facile à appliquer. Toutes les fois qu'il apparaîtra au créancier que la mauvaise foi du débiteur ou la disparition de l'objet du contrat sont faciles à prouver, il pourra, sans risques, assumer l'initiative de la résolution de plein droit du contrat. Le débiteur, de son côté, se tiendra tranquille pour ne pas encourir de sanction supplémentaire. Et tout ceci aboutira, indirectement, à éviter les frictions entre parties et à épargner le juge.

Enfin, lorsque la nécessité d'apprécier les circonstances de l'affaire ou de rechercher la cause du contrat, s'impose, la partie prenant l'initiative de résoudre le contrat saura du moins à quoi s'en tenir. D'abord, dans ces cas, le juge reprend son entière liberté d'appréciation, mais, en second lieu, le contractant connaîtra les éléments qui seront envisagés pour se prononcer en faveur ou en défaveur de la dissolution du contrat et il pèsera attentivement le pour et le contre avant de se décider à faire le pas décisif susceptible d'engager sa responsabilité.

6. — Les considérations faites au point précédent nous conduisent à formuler une dernière réserve à notre critère, réserve qui n'est nullement de nature à en restreindre la portée, mais seulement d'en préciser l'application.

Il y a, en effet, un certain nombre de cas où la jurisprudence accorde la résolution judiciaire ou ratifie la résolution de plein droit, en se fondant sur la notion du péril pressant (1). Celui-ci caractérise un état de fait où l'inexécution de l'obligation par l'une des parties met l'autre dans une situation telle que des mesures urgentes, ne pouvant s'accommoder des lenteurs toujours inhérentes à la marche de la justice, s'imposent pour sauvegarder ses intérêts.

M. Lallement (2) le justifie comme permettant ces mesures même en l'absence de mauvaise foi. Le péril pressant est, en effet, la conséquence de ce qu'on nomme généralement l'état de nécessité, état qui permet l'acte nécessaire (3) : « Acte dommageable qui serait contraire au droit s'il n'avait été entrepris comme seul moyen d'éviter un danger d'une certaine gravité et dont la réalisation était très probable. »

Mais, à l'analyse, cette notion du péril pressant des intérêts de l'un des contractants se réduit tout simplement à la constatation que l'un des éléments du contrat se trouve en inévitable danger d'être gravement atteint. Alors que jusqu'à présent l'on s'est surtout occupé des cas où l'objet, la cause ou la condition de bonne foi du

(1) V. Cassin, *th. cit.*, p. 355, et n° 2.

(2) L'état de nécessité, *th.* Paris, 1922, p. 355.

(3) *Th. préc.*, p. 28, n° 23.

contrat font défaut ou ne sont plus entiers, il s'agit maintenant de la menace évidente d'une très proche inexécution de ce genre. Or, l'on ne saurait attendre que cette inexécution revêtît un caractère définitif, parce qu'en ce cas les intérêts du créancier souffriraient trop gravement ; on permettra donc, à celui-ci, de prendre des mesures immédiates de sauvegarde, en l'espèce de résoudre le contrat. Mais, il est de toute évidence que ces mesures sont justifiées uniquement par le grand danger que court l'un des éléments essentiels du contrat et qu'on permet la résolution de plein droit du contrat pour accorder au créancier la possibilité de retrouver ailleurs et à temps, l'élément du contrat dont la fragilité met ses intérêts en péril pressant.

Le cas typique du péril pressant est celui du retard qu'apporte le débiteur dans l'exécution de son obligation.

Je commande un certain nombre de gâteaux par exemple, livrable à une heure fixée de la soirée. Mon débiteur peut être de bonne foi mais, si je ne reçois pas la commande jusqu'à l'heure convenue, je serai dans mon droit en me procurant précipitamment les gâteaux ailleurs. Passée une certaine heure, la livraison attendue perd, en effet, toute utilité pour moi : l'objet du contrat est en péril pressant. De même le locataire dont le propriétaire se refuse à faire des réparations nécessaires et urgentes, pourra quitter la maison à cause du danger qui en résulterait, si l'habitation continuait (1).

(1) Bruxelles, 19 avr. 1876, Pasier., 1877, 2, 66, cité d'après la th. cit. de M. Cassin, p. 355, n° 2. V. dans ce sens, Civ. rej., 17 janv. 1906, S. 1909, 1, 206. D. 1906, 1, 262, où se pose aussi la question de la mauvaise foi. V. *infra*, p. 64, n. 1.

La Chambre des requêtes, par un arrêt en date du 28 mars 1905 (1), a jugé que la Compagnie d'assurances qui retarde dans la vérification du décès d'un animal assuré, ne sera pas admise à se plaindre de ce que l'assuré l'avait enfoui, en se prévalant de la convention devant les juges.

De même, un acteur qui est empêché de jouer par la faute de son directeur pourra, avant la résiliation judiciaire du contrat qui le lie, contracter des engagements différents, car ceux-ci constituent son unique gagne-pain (2).

Voici enfin le cas d'une convention par laquelle un commerçant cède à un autre une partie de sa clientèle. Mais comme celui-ci ne la visite pas, il se substitue à son cocontractant afin de ne pas perdre la clientèle. La Cour de Lyon, par un arrêt en date du 7 août 1903, a consacré cette résolution de plein droit du contrat (3). Il résulte de cette jurisprudence que non seulement dans les cas où l'inexécution alléguée se trouve consommée, mais aussi ceux où elle apparaît comme inévitable, l'analyse qui décidera s'il y a eu lieu à résolution de plein droit portera, en dernier lieu, sur les trois éléments principaux du contrat que nous avons signalés.

Le critère proposé est donc d'une application générale. Mais formulons cette réserve que l'état de nécessité,

(1) S. 1905, 1, 216.

(2) Rouen, 29 janv. 1867. D. 67, 2, 212. D'une façon générale, d'ailleurs, la majorité des cas de résiliation du contrat de travail est due au péril pressant.

(3) Lyon, 7 août 1903. « Mon. jud. », Lyon, cité d'après la th. cit. de M. Cassin, p. 353, n° 2.

posant une question d'appréciation et de mesure, la partie se déliant de plein droit du contrat, risquera de se voir ultérieurement désapprouvée par le juge.

§ 3. — *Des contrats auxquels s'applique la résolution de plein droit.*

1. — Nous ne consacrerons que peu de pages à ce sujet, en nous contentant de renvoyer simplement à la doctrine et à la jurisprudence en la matière de la résolution judiciaire. On ne saurait, en effet, faire de différence valable entre la résolution judiciaire et celle de plein droit, en ce qui concerne les contrats auxquels elles s'appliquent.

Du champ de la résolution de plein droit seront donc exclus les contrats aléatoires, le partage et la cession d'office. Mais nous adopterons entièrement, à son égard, les conclusions des auteurs qui, représentant l'opinion juridique moderne en la question, étendent la résolution aux contrats unilatéraux (1).

2. — Cependant, un certain nombre d'auteurs avait soutenu que les articles 1912, 1977 et 2082, C. civ., consacrant la dissolution des contrats de rente et de gage, n'entrent pas dans la sphère de la résolution prévue par l'article 1184, C. civ., mais constituent simplement des

(1) V. dans ce sens Duvergier, sur Toullier, T. 6, n° 579 ; Duvergier : « Le prêt », n° 339 ; Valette sur Proudhon, T. 1, p. 65 ; Huc, T. 7, n° 267 ; Demolombe : « Cours de Droit civil », éd. 1864, T. 25, p. 492 ; Colin et Capitant, op. cit., p. 349 et s. ; Planiol et Ripert : « Traité pratique », Oblig., T. 6, n° 421 et suiv. ; Rouast, « Revue trim. », 1923, p. 400.

déchéances (1). Le seul argument important de ces derniers nous a paru celui de M. Nechitch. Suivant lui, il n'est pas indifférent de dire que l'article 1912 établit une déchéance et non une résolution du contrat, car la résolution doit être prononcée en justice, au lieu que la déchéance a lieu de plein droit (2). La conclusion est exacte, mais la prémisse est faussée (3).

L'opposition irréductible qu'on essaye d'établir entre les notions de déchéance et de résolution est curieuse. Entre les deux, il y a un rapport de cause à effet : la résolution intervient, parce que, justement, il y a lieu à déchéance.

Quant à la jurisprudence, elle consacre l'extension de l'article 1184 aux contrats unilatéraux (4).

3. — M. Nechitch (5) fait justement remarquer qu'il ne faut pas voir un cas de résolution dans l'article 618, C. civ., qui permet au nu-propriétaire de faire cesser la jouissance de l'usufruitier lorsque celui-ci commet des dégradations sur le fond, ou le laisse dépérir faute d'entretien. Il est vrai que lorsqu'on discute résolution l'on se réfère généralement aux obligations ayant leur source dans un contrat, alors que l'usufruit naît le plus souvent de la loi ou du testament.

Nous avouons pourtant ne pas voir grand intérêt pratique à relever cette différence.

(1) Aubry et Bau, op. cit., par. 302, t. et n° 79 ; Laurent : « Droit civil », T. 17, n° 13 et T. 86, n° 521 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, op. cit. « Oblig. », T. 2, n° 905 ; Baudry-Lacantinerie et de Loyne : « Hypothèques », T. I, n° 96 ; Nechitch., th. cit., p. 21 et s.

(2) Nechitch, th. cit., p. 26-27.

(3) V. supra, p. 19 et s.

(4) Paris, 29 juin 1893, D. P., 94, 2, 437 ; Bordeaux, 7 mars 1910 ; D. P., 13, 5, 4 ; Amiens, 28 janv. 1892, D. P. 93, 2, 158 ; Montpellier, 2 juin 1888, D. P. 89, 2, 188.

(5) Nechitch, th. préc., *ibidem*.

CHAPITRE II

LA RÉSOLUTION DE PLEIN DROIT DU CONTRAT POUR ABSENCE OU ATTEINTE GRAVE DE L'UN DE SES ÉLÉMENTS PRINCIPAUX

SECTION PREMIÈRE

La résolution de plein droit pour disparition de l'objet ou du sujet du contrat

§ PREMIER. — *La résolution de plein droit et les risques.*

1. — Conformément à ce que nous avons soutenu dans le chapitre précédent, il y a résolution en vertu de l'article 1184, au cas où l'objet du contrat venait à disparaître pour une cause postérieure à sa conclusion, même indépendamment de la volonté de l'une des parties (1).

2. — Mais la doctrine n'est pas unanime dans cette manière de voir. Certains auteurs s'ingénient à prouver que la résolution ne s'appliquerait qu'au cas d'inexécution fautive, ce qui excluerait l'inexécution due au cas fortuit ou à la force majeure (2).

(1) V. *supra*, p. 27.

(2) V. dans ce sens : Laurent, *op. cit.*, T. 17, p. 140, n° 124, qui trouve notre proposition trop absolue, et s'en réfère au

Ils se fondent sur une triple argumentation historique, rationnelle et de texte.

Historiquement, d'abord, les textes anciens n'accorderaient la résolution que lorsque la partie contre laquelle elle était demandée se trouvait en faute et cette théorie aurait été comprise dans notre ancien droit.

Au point de vue rationnel, M. Planiol trouve que : « Il n'y a pas de raison pour imposer comme une peine à une partie la résolution du contrat quand on n'a rien à lui reprocher » (1).

Suivant M. Jossérand (2), enfin, l'article 1184 contiendrait une allusion à la faute lorsqu'il pose dans son premier alinéa le cas « où l'une des parties ne satisfera point à son engagement. » Mais remarquons que sur ce point il est en désaccord avec M. Planiol qui, traitant du même passage de texte, constate que « la loi ne précise pas la nature de la cause qui l'empêche (la partie) d'exécuter son obligation. »

3. — Cette argumentation n'est pas très convaincante et toute une lignée de jurisconsultes (3) est d'avis que

juge; Planiol et Ripert : « Traité élémentaire », n° 1309 et s. et la note de jurisprudence précitée de M. Planiol; Jossérand : « Cours de Droit civil 1930 », nos 369 et 380; Baudry-Lacantinerie et Barde, op. cit., T. 2, n° 914.

(1) Planiol et Ripert, op. cit., n° 1313.

(2) Jossérand, op. cit., p. 181, p. b. V. dans ce sens Baudry-Lacantinerie et Barde, op. cit., T. 2, n° 914.

(3) Larombière, « Oblig. », éd. 1857. T. 2, art. 1184, n° 6; Aubry et Rau, op. cit., T. 4, par. 303, texte et n° 82 bis; Demolombe, op. cit. T. 25, n° 497; Colmet de Santerre sur Demante : « Cours analytique du Code civil », éd. 1883, T. 5, n° 104 bis, ne résout pas la difficulté; Labbé : « Nouvelle revue de Droit historique », 1888, T. 12, p. 377 : « Un mot sur la question des risques ».

L'article 1184 s'applique dans tous les cas d'inexécution du contrat.

En effet, en droit romain on ne rencontre pas de règle générale concernant la question, mais seulement de nombreuses espèces (1). On n'y peut guère attribuer à la résolution un fondement pénal, mais retenir tout au plus que les interpolations byzantines tendent à restreindre la résolution au cas où l'inexécution de l'obligation est imputable à l'une des parties (2).

Il nous semble que son fondement doit être cherché plutôt dans une idée de stricte logique juridique, soit pour absence d'objet, comme dans la résolution en l'hypothèse des risques, des contrats de louage (3) et d'échange (4), soit par ce que le maintien du contrat est devenu impossible (5), soit enfin parce que l'exécution de l'obligation de la part d'une seule partie était contraire à un nombre déterminé de règles consacrées, ce qui nous fait aisément comprendre la vieille disposition des douze tables, enlevant à la vente au comptant tout effet translatif de droit réel, si le prix n'avait pas été payé (6).

L'apparition des *condictiones ob causam* et le caractère de l'action rédhibitoire viennent confirmer ces vues (7).

(1) Boyer, th. cit., p. 583 et s.

(2) Boyer, th. préc., p. 183.

(3) Girard : « Institutions juridiques du Droit romain », p. 582-583.

(4) Girard, op. préc., p. 604-605.

(5) D. 17, 2, 14, envisageant l'hypothèse où la conduite de l'une des parties rend impossible la continuation du contrat de société.

(6) Boyer, th. préc., p. 168.

(7) Boyer, th. préc., p. 148 et s.

Pour les canonistes et romanistes du moyen âge nous renvoyons aux développements antérieurs (1).

Quant aux parents spirituels du Code civil, Domat et Pothier, nous y trouvons des arguments en notre faveur, quoique M. Planiol s'appuie sur ce dernier pour étayer sa thèse (2).

M. H. Capitant, après plusieurs citations de Domat, conclut (3) que celui-ci : « ...semble donc accorder l'action en résolution même au cas où l'inexécution provient du cas fortuit. »

Domat s'exprime dans ces termes dans un des passages des « Lois civiles » (4) : « L'inexécution du contrat de la part de l'un des contractants peut donner lieu à la résolution, soit qu'il ne puisse ou ne veuille exécuter son engagement, soit encore qu'il n'y ait pas de clause résolutoire... » et, plus loin (5) en reconnaissant le pouvoir souverain d'appréciation du juge, en l'absence de toute clause résolutoire : « ... la vente ne laissera pas d'être résolue si le défaut de paiement et d'inexécution y donnent lieu après les délais, selon les circonstances. »

Chez Pothier, enfin, on s'aperçoit (6) que toute la différence qu'il fait entre la clause résolutoire expresse et celle sous-entendue dans le contrat synallagmatique, se réduit aux pouvoirs du juge concernant le délai de grâce

(1) V. supra, p. 8-9, 17.

(2) Planiol et Ripert : « Traité élémentaire », n° 1913, se référant à Pothier « Oblig. », n° 672.

(3) Capitant, op. cit., p. 332, n° 1.

(4) Ed. Rémy, L. I. T. S. 6, n° 11.

(5) Domat, op. préc., L. I. T. 2, S. 12, n° 13.

(6) Pothier : « Traité de contrat de vente », n° 475.

et il a la même opinion que Domat sur ces pouvoirs. A l'aide d'amples citations, M. Capitant le relève (1).

En ce qui concerne l'argument rationnel, il nous paraît encore plus faible. En premier lieu, l'assertion que la peine de l'action résolutoire ne saurait être imposée à une partie à qui on n'a rien à reprocher suppose le fondement pénal de la résolution démontrée. Or, tant historiquement, comme nous venons de le voir, que de l'analyse de l'article 1184 (2), il résulte le contraire.

En second lieu, la condition résolutoire n'est pas due à la volonté des parties (3) : elle est d'origine légale.

En troisième lieu, en supposant même que la résolution s'explique historiquement et actuellement par un pacte commissoire des parties, il ne s'ensuivrait pas de là que son fondement fût pénal, bien au contraire. On ne trouve rien de tel dans la clause résolutoire expresse et les textes précités de Domat et de Pothier n'en montrent aucune trace. En effet, ce que désire la partie contractante, c'est uniquement l'exécution de l'obligation de l'autre.

4. — Une jurisprudence constante et nombreuse consacre, de son côté, l'extension de l'article 1184 à la résolution pour risques (4). Elle est sur la voie du bon sens et de la parfaite compréhension de la résolution. Celle-ci n'est-elle pas appelée à sanctionner toute atteinte de l'un

(1) Capitant, *op. cit.*, p. 332-333.

(2) V. *supra*, p. 19 et s.

(3) V. *supra*, p. 15 et s.

(4) Civ. 13 août 1875, D. 75, 1, 409; 20 mars 1877, D. 77, 5, 379; Req. 30 avr. 1878, D. 78, 1, 341; Cass., 14 avr. 1891, D. 91, 1, 329 préc. av., n. de Planiol; 2 mai 1892, D. 93, 1, 501; Req. 5 déc. 1906, D. 1907, 1, 249; S. 1908, 1, 193; Req. 8 janv. 1850, S. 50, 1, 1349. V. aussi les décisions citées par M. Capitant, *op. cit.*, p. 302, n° 1.

des éléments principaux du contrat qui présente une certaine gravité et survient postérieurement à la conclusion de celui-ci ? Elle ne fait qu'admettre l'effet extinctif de la force majeure et constitue, en ce sens, une œuvre d'heureuse adaptation, car notre Code « n'envisage d'une façon générale, comme effet de la force majeure, que l'exonération de responsabilité, mais des Codes récents comme le Code civil allemand (article 275) ou le Code fédéral suisse des obligations (article 119) inscrivent avec raison dans des textes de principe l'effet extinctif de la force majeure » (1). Faisons observer d'ores et déjà que cet effet extinctif a lieu de plein droit, sauf le cas d'atteinte partielle de l'objet. Dans cette dernière hypothèse nous ne sommes plus, au fond, dans le domaine de l'objet, mais sur le terrain de la cause, car les juges auront à apprécier si cette atteinte est suffisamment grave pour compromettre l'exécution désirée par l'autre partie (2).

Les auteurs qui, comme M. Planiol (3) reconnaissent que : « La libération soudaine et simultanée des deux parties liées par un contrat synallagmatique ne fait aucun doute lorsqu'il survient une cause majeure empêchant l'exécution du contrat par l'une d'elles », mais qui s'opposent au rattachement de la dissolution pour risques du contrat à l'article 1184, C. civ., et, ce qui est plus, ne consentent même pas à parler résolution en ce cas, se servent, à notre avis, d'un seul argument sérieux dans

(1) Radouant : « Du cas fortuit et de force majeure », th. Paris 1920, p. 260. Le même auteur s'y exprime encore en ces termes : « C'est en somme la disparition de l'objet qui est la cause immédiate de l'extinction de l'obligation ».

(2) V. cep. infra, p. 45 et s.

(3) V. supra la note citée de M. Planiol, p. 7, n° 1.

leur raisonnement : c'est que la résolution ne pourrait être que judiciaire, alors que la dissolution du contrat pour risques intervient de plein droit.

Or, nous avons vu d'abord, qu'en principe, la résolution a lieu de plein droit, ensuite que même en l'hypothèse des risques la dissolution du contrat n'opérera pas toujours de plein droit, comme dans le cas d'atteinte partielle de l'objet par exemple.

5. — Nous concluons donc que la résolution de plein droit intervient dans les rapports contractuels sans qu'il soit besoin de distinguer la cause de l'inexécution alléguée. Par cet élargissement des causes de la résolution, notre thèse gagne encore un argument solide.

§ 2. — *De la formule adoptée pour la résolution de plein droit en cas d'absence ou d'atteinte grave de l'objet du contrat et son application pratique.*

1. — Pour déterminer les cas de résolution de plein droit, nous pouvons maintenant adopter la formule provisoire suivante : « Toutes les fois que l'objet du contrat aura cessé d'exister de toute évidence, il y aura résolution de plein droit du contrat, mais si l'atteinte de l'objet pose une question de mesure, l'appréciation du juge pourra être nécessaire » (1).

2. — Mais cette formule demande à être précisée, car les cas où l'objet est fort peu atteint ou très gravement ne nécessitent point une analyse de la volonté des parties. Aussi, les juges n'ont-ils pas tendance à s'y livrer quand

(1) V. supra, p. 31 et s.

l'état de l'objet leur fournit suffisamment d'éléments d'appréciation.

Ceci résulte assez clairement des décisions qui prononcent la résolution lorsque l'obligation inexécutée porte sur une somme d'argent, même si l'inexécution est minime, sans aucune recherche de la volonté des parties (1).

C'est que dans ces hypothèses l'atteinte de l'objet est évidente. D'une part, il n'est pas besoin de faire intervenir la notion compliquée de cause ; d'autre part, l'objet étant parfaitement divisible, il ne saurait plus y avoir des doutes sur son état d'intégrité.

M. Boyer (2), après avoir établi, pour la résolution, le critère de l'intention des parties, s'étonne en écrivant : « Enfin la jurisprudence paraît, dans ses décisions, obéir à deux tendances qui ne sont cependant nulle part l'objet d'une systématisation expresse. »

Suivent les citations de jurisprudence sur la résolution qu'elle accorde s'il y a inexécution même minime, dans les obligations de sommes d'argent, ou mauvaise foi dans l'exécution du contrat.

Dans notre thèse, l'intention des parties correspond au domaine de la cause, mais elle présente l'avantage de ne pas négliger les deux autres éléments fondamentaux du contrat : l'objet et la bonne foi. Ce qu'il faut retenir de cette jurisprudence en matière d'obligations portant sur des sommes d'argent est que, toutes les fois qu'il le

(1) Req. 27 mai 1895, S. 99, 1, 517 ; Req. 23 déc. 1912, D. P. 1913, 1, 47.

(2) Boyer, th. préc., p. 22-23.

pourra, le juge s'attachera uniquement à l'objet du contrat, afin de décider s'il y a ou non lieu à résolution.

Mais gardons-nous de conclure qu'il l'accordera pour le moindre fait d'inexécution. En ce qui concerne les sommes d'argent, cette solution est justifiée par leur extrême divisibilité. En dehors de cette hypothèse le juge maintiendra, au contraire, la convention avec, éventuellement, allocation de dommages et intérêts ; mais la résolution sera prononcée dans l'hypothèse d'atteinte grave de l'objet.

Sous la réserve des compléments admis précédemment, nous passerons maintenant à l'application pratique de la formule adoptée au point 1 du présent paragraphe.

3. — L'épreuve pratique, en quelque sorte, commencera par l'application du critère proposé à la thèse erronée, suivant nous, de MM. Picard et Prudhomme, à l'aide de la critique des décisions citées par ces auteurs eux-mêmes.

Quoique portant uniquement sur la résolution judiciaire du contrat, leur analyse nous sera utile. Il en résultera, d'une part, une grande facilité de les expliquer par notre critère et, d'autre part, la mise au point de questions communes à la résolution judiciaire et à celle de plein droit.

MM. Picard et Prudhomme essaient d'expliquer un certain nombre d'arrêts refusant la résolution et un certain autre l'admettant, par l'idée d'équilibre. Reprenons-les (1).

(1) V. supra, p. 9 et s., où nous leur avons surtout fait une critique d'ordre logique. Il s'agit de la prouver maintenant dans la pratique jurisprudentielle.

Pour la série des arrêts où la résolution est refusée, prenons d'abord la décision de la Chambre des requêtes du 27 mars 1832 (1). Voici les faits : Par acte du 7 vendémiaire an II, passé à Nantes, les sieur et dame Bernard vendent ou cèdent aux sieur et dame Pallu-Duparc le quart de deux habitations de Saint-Domingue, avec la charge pour ceux-ci d'accompagner les époux Bernard dans la colonie et d'y consacrer tous les soins pour les faire rentrer en possession de leurs habitations, placées sous séquestre, de rétablir en bon état ceux-ci et de se livrer à tous les détails de leur administration. Le voyage a lieu, mais à cause d'une insurrection, les obligations restent inexécutées.

La loi du 30 avril 1826, attribuant une indemnité aux colons de Saint-Domingue, le sieur Pallu-Duparc prétendit au quart de la somme allouée à la dame Bernard. Le moyen de défense, alléguant la résolution du contrat, fut repoussé par la Cour de Poitiers, par un arrêt en date du 4 mai 1830, de même que par la Chambre des requêtes.

Pour l'expliquer, MM. Picard et Prudhomme ont recours à l'idée d'un déplacement d'équilibre : le point sur lequel porte celui-ci ne serait pas la réintégration des vendeurs en leur possession, mais les efforts faits dans ce but.

Voici comment nous analyserions cet arrêt :

Le contrat incriminé donne naissance à deux obligations à objets distincts : d'une part, il y a vente ou cession avec obligation de délivrance ; d'autre part, obligation de réintégration à l'aide d'efforts à faire dans ce

(1) S. 32, 1, 290.

sens. La vente ou cession est réalisée par l'accord des parties contractantes ; la délivrance et la réintégration n'ont pas lieu, uniquement à cause de la force majeure, la bonne foi des parties n'étant pas mise en doute.

Cet état se prolonge pendant un certain nombre d'années ; les parties ne manifestent pas le désir de sortir du contrat n'y voyant probablement aucun intérêt. Un arrêt dans l'exécution des obligations, étrangement ressemblant à celui qui aurait été obtenu par un délai de grâce de longue durée, s'est donc produit et, à ce point de vue, il y a inexécution partielle. C'est alors qu'intervient la loi de 1826 qui opère un changement dans l'objet des obligations, en lui subrogeant une somme d'argent. Le sieur Pallu-Duparc ne saurait rétablir la dame Bernard dans ses possessions et celle-ci ne pourrait lui délivrer leur quart. L'objet de deux obligations équivalentes a disparu et a été remplacé par un autre. Comme le constate l'arrêt, aucune des parties n'étant en faute, il n'y avait pas lieu à l'exercice de l'option du créancier. Et voici comment, d'une part, par l'étude des circonstances ; d'autre part, en vertu de l'article 1303 C. civ., qui prévoit que lorsque la chose qui a fait la matière du contrat est périe, sans la faute du débiteur, celui-ci est tenu, s'il y a quelque droit à indemnité, par rapport à cette chose, de la céder au créancier, mais aussi et surtout en se fondant sur l'analyse de l'objet du contrat, la Cour ne pouvait que décider le maintien du contrat, celui-ci devant recevoir exécution, en l'absence d'un *mutuus dissensus*, par le versement d'un quart de la somme en question au sieur Pallu-Duparc.

Même remarque pour un arrêt de la Chambre civile du

10 juin 1856 (1) où c'est encore la considération de l'objet qui dicte la solution. Il s'agissait, en l'espèce, d'une livraison de châtaignes de belle qualité, dont une partie arriva pourrie après un transport par eau. Sous réserve d'une diminution du prix, la Chambre n'accorda pas la résolution : « Considérant que le déchet naturel d'une marchandise aussi fractionnée que les châtaignes et aussi facile à combler, n'équivaut pas à la perte des parties d'une chose dont il peut être essentiel de recevoir la totalité. »

Et l'on retrouve le même critère dans deux autres arrêts, l'un de la Chambre des requêtes du 11 avril 1888 (2), l'autre de la Cour d'Amiens du 31 janvier 1895 (3). MM. Picard et Prudhomme expliquent ces arrêts par la notion de décomposition de l'équilibre, mais ils n'indiquent pas pourquoi on le décompose, ni pourquoi en d'autres cas on ne le décompose pas. « Tout dépend, écrivent-ils, du caractère rigoureux que présente le lien qui unit les deux obligations essentielles » (4). Mais c'est justement ce qu'il faut établir et ce qu'on ne pourra jamais sans l'analyse approfondie des éléments du contrat. Il n'y a point dans les trois derniers arrêts de décomposition de quelque nature qu'elle soit. Nous y voyons, tout au contraire, l'objet du contrat envisagé dans son entier et la résolution refusée après cette constatation que l'inexécution partielle ne le compromettrait pas.

(1) S. 56, 1, 819. L'on comprend que dans cette hypothèse, la solution soit différente de celle donnée en matière d'obligations d'argent. En effet, par quoi pourrait-on remplacer celles-ci ?

(2) S. 88, 1, 216.

(3) D. 96, 2, 46.

(4) Picard et Prudhomme, art. cit., rev. cit., p. 74.

En ce qui concerne l'autre série d'arrêts, prononçant la résolution, il n'est guère besoin de recourir à l'idée d'équilibre pour les expliquer. Celui de la Chambre civile du 12 avril 1843 (1) se fonde sur la mauvaise foi du débiteur; un autre de la même Chambre du 26 décembre 1900 (2), sur ce qu'une clause beaucoup discutée du contrat ne donnait pas à l'objet de celui-ci une fixité de nature à écarter le droit d'option du créancier, et la troisième, enfin, de la Chambre des requêtes du 26 juillet 1909, se justifie par une modification grave de l'objet du contrat (3).

4. — Toujours MM. Picard et Prudhomme, après avoir donné une définition vague de l'obligation accessoire en opposition avec l'obligation principale, car serait : « obligation accessoire, toute obligation qui n'est pas essentielle » (4) et avoir soutenu que l'obligation accessoire assurera au contrat « ... tous ses effets utiles » en l'adaptant aux circonstances, afin de « ... réaliser la fin pratique voulue par les parties ou commandée par la nature du contrat » (5) trouvent que dans le contrat de vente sont obligations accessoires celles de garantie et de délivrance. Ils essaient alors de démontrer, à l'aide de la jurisprudence, que la résolution pour inexécution des obligations accessoires, dans les contrats à titre onéreux, n'a pas lieu dans l'hypothèse des risques. Qu'une obligation secondaire du contrat ne donne pas lieu à résolu-

(1) S. 43, 1, 281.

(2) D. 1901, 1, 218.

(3) S. 1910, 1, 71.

(4) Picard et Prudhomme : art. cit., rev. cit., p. 81.

(5) V. supra, p. 12, n° 2.

tion : rien de plus naturel. Mais cela ne saurait résulter que de l'étude du contrat, toute détermination *à priori* de ce genre étant trop rigide (1). Les obligations de garantie et de délivrance ayant trait à l'exécution même du contrat ne nous paraissent pas accessoires, car elles mettent en jeu l'existence même de l'objet du contrat. Enfin, dans cette hypothèse, il y aura résolution pour risques (2). A l'aide du critère proposé nous essaierons de démontrer l'inexactitude de la thèse de MM. Picard et Prudhomme, en analysant la jurisprudence citée par eux-mêmes à l'occasion du contrat de louage.

Voici les faits d'une espèce sur laquelle a eu à statuer la Chambre des requêtes le 5 mars 1850 (3) ; le Gouvernement provisoire du 2 mai 1850, ayant porté, pour les débitants, le prix du kilogramme de tabac de 7 francs à 7 fr. 25, sans élévation correspondante du prix de détail, la dame Goujon, titulaire d'un débit, se crut fondée en vertu de l'article 1722, C. civ., à intenter une action en réduction du loyer ou résiliation du bail, contre sa propriétaire, la dame Barbot. Elle fut déboutée de sa demande devant toutes les instances. Il n'y a pas là, comme le voudraient MM. Picard et Prudhomme, refus de résolution, pour inexécution d'une obligation accessoire en l'hypothèse des risques. Que résulte-t-il, en effet, de cet attendu significatif du tribunal : « Attendu que la veuve Barbot n'avait point garanti aux époux Goujon

(1) V. dans ce sens Planiol et Ripert : « Traité pratique », Oblig., T. 6, n° 430 et p. 598, n° 3; Cass., 29 nov. 1865, S. 1866, 1, 21. D. 1866, 1, 27.

(2) V. *supra*, p. 39 et suiv.

(3) D. 50, 1, 168.

que le tabac devait toujours être donné aux mêmes conditions par la régie, qu'il y avait évidemment entre eux un contrat qui avait quelque chose d'aléatoire. » Que l'objet de l'obligation de la dame Barbot n'avait aucun rapport avec le prix des produits de la chose, la hausse ou la baisse de celui-ci étant donc dénuées d'importance, que par conséquent la question de la garantie ne se posait même pas faute d'objet à garantir.

Et le même raisonnement s'appliquera, en principe, à l'arrêt de Pau du 8 novembre 1898 (1), le propriétaire défendeur n'ayant pas à garantir à son locataire, tenancier d'un débit de tabac, lui aussi « ... soit les produits de la chose louée, soit une zone nettement déterminée pour son exploitation ».

L'arrêt de Nîmes du 1^{er} juin 1816 (2) refuse la résolution simplement parce qu'il n'y a pas lieu à appliquer l'article 1722, C. civ. La Cour nie même le caractère de cas fortuit, découlant du fait invoqué. Enfin, le tribunal avait, avant elle, adopté la même solution, trouvant qu'un contrat conclu entre les fermiers d'un pont de péage et leur concessionnaire ne saurait être modifié en vertu de l'article 1769, texte exceptionnel. Il en résulte que l'objet de l'obligation de l'une des parties n'avait rien à faire avec les produits de la chose louée. Ce raisonnement se retrouve aussi dans un arrêt de la Cour de Colmar (3). S'il n'y a pas garantie, c'est que celle-ci ne peut avoir une étendue plus grande, ou être d'une nature différente, de celle de l'objet à garantir.

(1) D. 99, 2, 437.

(2) Rep. V. Louage, n° 217.

(3) Rep. V. Louage, n° 217, n° 2.

5. — Passons maintenant à l'étude de la jurisprudence accordant la résolution de plein droit du contrat, en dehors de l'hypothèse des risques (1).

Voici un arrêt fort intéressant de la Cour de Paris en date du 18 avril 1912 (2) :

Par acte sous seings privés du 1^{er} décembre 1909, l'Office d'aviation s'était engagé envers la dame Delaroche de mettre à sa disposition des aéroplanes, dont toujours un type Voisin choisi par elle et de lui procurer des engagements dans les exhibitions et concours ; la dame Delaroche, de son côté, s'engageait à ne pas participer à certaines épreuves que le contrat lui interdisait. La société n'exécuta aucune de ses obligations et l'aviatrice, prenant simplement le soin de dénoncer le contrat, participa à certaines épreuves que celui-ci lui interdisait. Postérieurement à cet acte de rupture du contrat, elle intenta une action en résolution, avec demande de dommages et intérêts contre ladite société.

L'Office d'aviation opposa de leur irrecevabilité, alléguant que la dame Delaroche avait, de son côté, violé le contrat. Mais la Cour, après avoir relevé que l'inexécution des obligations assumées par l'Office avait été antérieure à celle de l'aviatrice, prononça la résolution du contrat et alloua 10.000 francs de dommages et intérêts à l'aviatrice.

Dans cette espèce, la résolution de plein droit est consacrée par la jurisprudence, parce que l'objet de l'obligation de l'Office d'aviation, ne recevant pas exécution, était pratiquement inexistant.

(1) V. *supra*, p. 23 et s.

(2) S. 1915, 2, 66.

D'ailleurs, la jurisprudence constante suivant laquelle celui qui, par ses procédés a provoqué la rupture du contrat, n'est pas fondé à reprocher à l'autre partie d'en avoir arrêté l'exécution, constitue en quelque sorte l'admission de la résolution de plein droit du contrat pour absence de son objet (1).

Choisissons maintenant un autre exemple dans un jugement du tribunal commercial de Nancy du 8 décembre 1913 (2) : « Une personne promet de charger sur péniche le chargement d'un navire et de le transporter à Nancy. Avertie de l'arrivée du navire, elle ne s'exécute pas. Le créancier la prévient alors qu'il va charger la cargaison par chemin de fer. S'il n'a pas agi par précipitation, si c'était au total le plus économique, il peut réclamer comme indemnité le surplus du prix de transport. Le tribunal n'a même pas fait allusion à ce que le créancier aurait dû auparavant faire résoudre le contrat. C'est très juste. Il faut aller vite en affaires, on n'a pas le temps d'agir en résolution. On exécute si le débiteur ne le fait pas, puis on plaide à son temps en indemnité. »

Ce jugement démontre l'exactitude de notre critère. La personne dont l'objet de l'obligation avait été le transport par eau ne s'était pas exécutée quoique prévenue à temps et, l'un de ses moyens de défense, la force majeure, n'avait été invoqué qu'au dernier moment, pour les

(1) Nîmes, 21 nov. 1913, S. et P. 1914, 2, 219, et la note où il y a résolution de plein droit pour atteinte grave de l'objet. V. dans ce sens : Cassin, th. cit., p. 345 et s., 351 et s. ; Demogue : « Modifications aux contrats par volonté unilatérale », « Revue trim. », 1907, p. 245 et s.

(2) « Gaz. Pal. » 1914, 1, 75, rapporté dans la « Revue trim. », 1914, jurisprudence, p. 124, avec un commentaire de M. R. Demogue.

besoins de la cause, comme il résulte des attendus du jugement lui-même. La question de la bonne foi ne se posant pas, l'objet du contrat resta seul en cause et la résolution de plein droit fut équitablement accordée par le tribunal de Nancy.

Et l'auteur des lignes précitées de conclure : « cette décision montre une fois de plus combien l'article 1184 est une solution mal commode, en exigeant en cas d'inexécution une demande en justice. En pratique on tend à s'en dispenser. (V. Trib. Seine, 4 nov. 1910 et 18 déc. 1910, Rev. Trim. 1911, p. 455 et 142 ; v. cep. contra Cass., Civ. 11 juillet 1911, Revue 1911, p. 817), à résoudre le contrat par sa seule volonté, puis à plaider quand on a le temps ».

Sans revenir sur l'article 1184, C. civ., nous ferons pourtant observer que ces décisions sont citées un peu au hasard. Le jugement du 4 novembre 1910 a égard à une espèce où l'appréciation du tribunal pouvait fort bien être nécessaire (1). Si celui-ci a postérieurement admis la résolution de plein droit, c'est uniquement parce qu'il aurait prononcé la résolution si la partie qui en avait pris l'initiative s'était d'abord adressée à lui. La même remarque vaudra pour le jugement du 18 décembre 1910.

Pour l'arrêt de la Cour de Cassation, enfin, cité comme étant en sens contraire, il ne nous semble nullement convaincant parce que, si on ne reconnaissait pas dans l'espèce, à l'ouvrier, le droit de rompre le contrat, ce refus se justifiait par ce fait que, du côté du patron, il n'y avait pas une inexécution suffisante de ses engagements. Dans le contrat de travail, d'ailleurs, la résolution

(1) V. supra, p. 31 et s.

de plein droit interviendra tout aussi bien que dans les autres contrats, pour absence d'objet ou atteinte grave de celui-ci. On pourrait se prévaloir d'un arrêt en sens contraire de la Cour d'Amiens du 22 mai 1912 (1), qui a statué qu'un représentant de commerce, en désaccord avec son patron sur le montant des sommes auxquelles il avait droit « n'avait pas le droit de se faire lui-même juge de ses propres contestations ». Mais il s'agissait en l'espèce de réclamations concernant des commissions déjà réglées, qui fonderaient la résolution d'un contrat imposant des obligations immédiates et importantes. Il y avait donc, d'une part, nécessité d'une appréciation délicate, d'autre part, un contrat en cours exigeant une exécution immédiate. Tout dépendra de l'espèce. En principe, dans le louage de travail à durée déterminée, les solutions seront identiques à celles adoptées pour la résolution de plein droit dans les autres contrats (2) ; dans celui à durée indéterminée, il s'agira de déterminer s'il n'y a pas eu, dans la cessation du contrat, un abus du droit, c'est-à-dire un abus du droit de résiliation. Nous reviendrons d'ailleurs sur ce point (3).

Ainsi, dans le contrat de travail à durée indéterminée, il y aura résiliation de plein droit pour disparition du

(1) « Gaz. Pal. », 1912, 2, 538.

(2) V. pour l'importance que les juges attachent à l'analyse de l'objet du contrat, pour accorder ou refuser la résolution de ce dernier : Req. 26 juill. 1909, S. 1910, 1, 71, décidant que « ...le patron est en droit pendant le cours d'un contrat de louage de services à durée déterminée, d'en demander la résolution, si la modification apportée à la durée effective du travail par la mise en vigueur de la loi du 13 juill. 1906, sur le repos hebdomadaire, entraîne pour lui une aggravation certaine des charges qu'il a prévues et acceptées. »

(3) V. infra, p. 95 et s.

sujet en cas de maladie d'une certaine durée de l'ouvrier, de grève ou appel sous les drapeaux (1).

La résolution de plein droit du contrat, pour disparition de son objet, a encore été consacrée d'une manière éclatante par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 4 janvier 1927 (2). L'affaire qui en fut l'objet se présentait ainsi : les frères Kahn s'étaient engagés, afin de garantir le paiement de la marchandise achetée, à fournir de suite au vendeur un crédit de banque, confirmé irrévocable et transmissible dans une des colonies. N'ayant pu obtenir, à cette fin, l'autorisation nécessaire du Comité de contrôle de l'exportation des capitaux, ils déclarèrent à leur vendeur qu'ils considéraient l'affaire comme terminée. Celui-ci intenta une action en résolution, avec demande de dommages et intérêts et la Cour, après avoir nié le caractère de force majeure au fait allégué par le défendeur et tranché la question de la mise en demeure sur laquelle nous reviendrons (3), s'exprima dans ces termes : « Attendu que ce refus de donner suite à leurs engagements et, par suite, de prendre livraison de la marchandise, entraînait résolution de plein droit et sans sommation de la vente, dégageait le vendeur de l'obligation de livrer et le dispensait de tenir la chose vendue à la disposition de l'acheteur. »

(1) Cette dernière cause a disparu depuis la loi du 19 juillet 1901 (L. du 28 déc. 1910, art. 25-28. C. Travail, art. 25). V. sur la résiliation de plein droit du contrat en cas de maladie et de grève, la jurisprudence et les lois citées par MM. Plantol et Ripert : « Traité élémentaire », op. cit., n° 1896 bis.

(2) S. 1927, 1, 188.

(3) V. infra, p. 85 et s.

SECTION DEUXIÈME

**De la résolution de plein droit du contrat
pour mauvaise foi**

§ PREMIER. — *De la condition de bonne foi du contrat
en général.*

1. — Nous avons affirmé plus haut que la bonne foi est l'une des trois conditions indispensables à tout contrat (1). Alors que l'objet pose une question nette d'existence matérielle et la cause le problème de la volonté des parties, la bonne foi est une exigence de pure qualité postulée par le législateur.

La sanction sévère de la résolution, pouvant toujours frapper le contractant de mauvaise foi est aisément explicable si l'on considère que celle-ci est envisagée comme un délit civil, acte illicite de caractère très grave.

Après avoir critiqué l'interprétation fréquemment admise, suivant laquelle la formule de l'article 1134, 3°, C. civ. se rattacherait à la doctrine de l'autonomie de la volonté, MM. Planiol et Ripert s'expriment dans ces termes (2) : « La bonne foi, s'opposant à Rome au droit strict, c'est l'obligation d'accomplir quelque chose qui n'a pas été stipulé, quand la droiture et l'honnêteté l'exigent. De même, quand les canonistes firent admettre que la promesse engage, même sans formes, c'est

(1) V. supra, p. 18.

(2) Planiol et Ripert : « Traité pratique... », op. cit., n° 396.

en vertu de l'idée que c'est un devoir de conscience de garder la foi donnée. Le principe de la bonne foi domine la volonté des parties (dans l'application de la législation d'après guerre des baux à loyer on a appelé locataire de bonne foi celui qui remplit les obligations que la loi laisse à charge, mais qui est maintenu dans les lieux contrairement à la volonté du bailleur. Comment parler alors d'intention des parties !) et on ne peut admettre qu'il la domine seulement lors de la formation du contrat et non dans son exécution. »

2. — La mauvaise foi dans l'exécution du contrat peut se manifester de deux manières. La première que nous appellerons positive, consiste dans une action ou une abstention dolosive de l'une des parties, afin d'empêcher l'exécution de son obligation ; l'autre, que nous nommerons négative, fonderait la théorie de l'imprévision dans le sens que : « Si la bonne foi oblige à ne pas tromper son contractant, elle oblige aussi à ne pas s'enrichir de ses dépouilles si des circonstances imprévues font du contrat tout autre chose que ce qu'avaient envisagé les parties (1).

Dans les lignes qui vont suivre nous nous occuperons de la bonne foi « positive », telle que nous l'avons définie ci-dessus.

(1) Planiol et Ripert : « Traité pratique... », op. cit., p. 554 ; V. dans ce sens, Ripert, op. cit., n° 84 et suiv. ; Comp. Bruzin : « Essai sur la notion d'imprévision et sur son rôle en matière contractuelle », th. Bordeaux, 1922.

On pourrait soutenir, dans un ordre d'idées inspiré par ce rapprochement, qu'alors que la résolution se fonderait sur l'atrophie des éléments du contrat, la révision pour imprévision s'expliquerait par leur hypertrophie.

§ 2. — *De la résolution de plein droit du contrat pour mauvaise foi dans la jurisprudence et dans le Code.*

1. — Nous avons opposé plus haut l'objet à la bonne foi par les notions de quantité et de qualité. En effet, alors que la nécessité de l'évidence exigeait, pour l'objet, une inexécution sinon totale, du moins très grave, il suffira de la simple présence de la mauvaise foi pour justifier, aux yeux du juge, la résolution de plein droit du contrat.

Une jurisprudence claire et constante avait toujours résolu le contrat pour les moindres manquements à la bonne foi (1).

Des arrêts relativement récents ont admis qu'en ce cas la résolution peut avoir lieu de plein droit.

Ainsi, par exemple, dans cet arrêt de la Chambre des requêtes (2) où il s'agissait, en l'espèce, de l'inexécution des obligations assumées, pendant la guerre, par l'un des adhérents d'un groupement qui faisait partie du Bureau des charbons. L'on se rappelle que, pendant les hostilités, ce genre de réglementation du commerce était fréquent. Les groupements membres du Bureau national devaient se soumettre à un contingentement des arrivées de charbon. Or, notre demandeur en cassation était non seulement coupable de quelques contraventions à ses

(1) Req. 13 mai 1912, D. P. 1913, 1, 200; Civ., 4 janv 1910, D. P. 1913, 5, 5 ; Req. 18 juin 1902, D. P. 1903, 1, 342, où la résolution est prononcée à raison de la mauvaise foi non du vendeur, mais de ses employés. V. aussi les déc. citées par MM. Picard et Prudhomme, art. cit., rev. cit., p. 98 et s.

(2) S. 1922, 1, 369, avec note de M. Morel.

obligations, mais était allé jusqu'à retenir, pour lui, en dépit d'instructions contraires, la totalité du chargement d'un vapeur. A la suite des démarches énergiques du Bureau, menaçant de rompre toutes relations avec le groupement en question, celui-ci décida, à l'unanimité de ses adhérents, l'exclusion du contrevenant.

Celui-ci les assigna en dommages et intérêts pour rupture illégale du contrat, fut débouté par le Tribunal de commerce et la Cour de Rouen et s'adressa finalement à la Chambre des requêtes, par un pourvoi, élevant deux griefs contre l'arrêt de la Cour dont le premier, celui qui nous intéresse, se fondait sur l'article 1184, C. civ., pour contester que le créancier, les membres du groupement des charbonnages en l'espèce, puisse, même si le débiteur n'exécute pas ses propres obligations, se soustraire aux siennes, indépendamment de l'intervention de la justice.

Mais la Chambre des requêtes rejeta le pourvoi parce que : « ... la rupture du contrat n'avait été ainsi que la conséquence inévitable d'agissements qui, dans un organisme de ravitaillement, compromettaient les rapports du groupement avec l'autorité dont il relevait. »

Cet arrêt consacre la résolution de plein droit et si, d'une part, la notion de l'état de nécessité s'y retrouve, celle de mauvaise foi, motivant la résolution est prépondérante. De même la convention intervenue entre un commis-voyageur et son commettant, par laquelle ce dernier s'était obligé à ne congédier le commis qu'en le prévenant six mois d'avance, ne pourra être invoquée par le commis-voyageur lorsque, dans la tournée faite dans l'intérêt de sa maison, il s'est occupé de ses propres affaires : « Attendu... que ce serait chose contraire à

toutes les notions de l'équité, à toutes les règles de l'usage, qu'un commis voyageant aux dépens d'une maison, pût lui faire plus ou moins directement concurrence » (1).

Enfin, autre cas de mauvaise foi caractérisée, où il y a résolution de plein droit (2) : un représentant de commerce s'étant créé une nombreuse clientèle, se vit adjoindre, par sa maison, un autre employé chargé de l'accompagner dans ses tournées et le supplanter aussitôt. En danger de perdre le fruit de ses efforts, le représentant quitte, sans plus, la maison, sans observer les délais de prévenance.

Actionné en justice par son ancienne maison, il obtient non seulement gain de cause, mais, à la suite d'une demande reconventionnelle, les juges lui accordent aussi des dommages et intérêts.

Une jurisprudence, nombreuse et constante, admet encore que la règle de l'intervention judiciaire « ... reçoit exception, au cas où l'inexécution provient de la faute de celui qui s'en prévaut » (3), le mot faute étant pris dans le sens d'une abstention consciente et intentionnelle de l'exécution d'une obligation assumée.

Nous avons, dans ce sens, un arrêt intéressant de la Chambre des requêtes du 1^{er} mai 1889 (4). Aux termes d'une convention intervenue entre les sieurs Vander-Elst et Gaethals, directeur de la société « La Linière de Courtrai », « le premier avait consenti à entrer comme employé dans l'usine de la société et s'était interdit, s'il

(1) Bordeaux, 12 mars 1842. S. 1842, 2, 266.

(2) Cass. civ., 4 janv. 1910, S. et P. 1911, 1, 195 et la note.

(3) Cass., 4 janv. 1910, précité.

(4) S. et P. 1892, 1, 372; Pand. per. 1889, 1, 454.

la quittait, d'entrer dans une filature de même nature, soit en Belgique, soit dans le nord de la France, sous la condition nettement précisée que Gaethals, au plus tard en janvier 1897, le proposerait pour la gérance de « La Linière », avec appointements déterminés ».

Mais Gaethals ne tint pas son engagement, malgré les réclamations de Vander-Elst qui, après le terme fixé en janvier, quitta la société pour entrer comme directeur dans une filature de Lille.

Gaethals assigne Vander-Elst en justice, mais la Chambre des requêtes consacre la solution de l'arrêt attaqué ayant équitablement décidé : « ... que le premier ne pouvait être recevable à demander contre le second l'application d'une convention qui avait pour cause une condition non réalisée par le fait et la volonté du demandeur lui-même ».

Faisons seulement remarquer que « la cause » de la convention en était, au fond, l'objet, clairement exprimé dans la convention. Nulle nécessité par conséquent de se livrer à la recherche de la volonté des parties, en dehors de ce qui en résultait expressément, à cet égard, du contrat (1).

Un cas semblable, mais où l'on voit encore apparaître avec force la notion de l'état de nécessité, s'est présenté devant la Chambre civile de la Cour de Cassation le 17 janvier 1906 (2). Il s'agissait de savoir s'il y avait lieu d'appliquer une clause pénale garantissant l'engagement pris par le défendeur « de ne modifier, ni renouveler » ses polices d'assurance que par l'intermédiaire du deman-

(1) V. *supra*, p. 28, n. 1 « in fine » et p. 45 et s.

(2) V. *supra*, p. 35, n° 1.

deur. Le défendeur avait fait son possible pour respecter cette prévision du contrat, alors que le demandeur s'était rendu coupable d'une inaction intentionnelle. Par conséquent, le juge statua que le défendeur n'était pas passible de la clause pénale pour le simple fait de s'être adressé directement à la Compagnie d'assurances pour obtenir le redressement de certaines de ses polices.

2. — La résolution de plein droit pour mauvaise foi se retrouve dans les articles 955 et 618, C. civ., le premier spécifiant que la donation entre vifs pourra être révoquée pour cause d'ingratitude si le donataire a attenté à la vie du donateur, s'il s'est rendu coupable envers celui-ci de sévices, délits ou injures graves ou encore s'il lui refuse des aliments ; le second disposant que l'usufruit peut cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien (1).

3. — Nous ne serons pas d'accord avec MM. Picard et Prudhomme (2) qui voient apparaître, dans les solutions jurisprudentielles, surtout le désir de protéger le contractant contre un individu coupable d'un délit civil, dangereux, par conséquent, alors que les deux articles précités du Code auraient le caractère accentué de peines infligées à la partie de mauvaise foi.

Nous croyons que ces deux idées se trouvent également dans le Code et dans la Jurisprudence. Celle-ci, surtout, se pose en gardienne inflexible du respect de la bonne foi, dans l'exécution du contrat. Que l'idée de protection du contractant ressorte davantage des déci-

(1) V. *supra*, p. 38.

(2) Art. cit., *rev. cit.*, p. 102.

sions du juge, cela s'explique facilement par la multitude des espèces soumises aux instances, qui devront, tour à tour, faire jouer telle ou telle idée, de sorte qu'il dépendra des situations respectives d'accorder la résolution en vertu de celle-ci ou de celle-là.

Dans l'analyse faite ci-dessus d'un certain nombre d'arrêts, nous avons précisé les situations où l'état de nécessité avait un grand mot à dire. Mais toutes les fois que le juge se trouvera en présence de la mauvaise foi, il ne se préoccupera pas d'envisager la situation du créancier pour constater s'il a besoin ou non d'une protection spéciale et se contentera de sa simple option pour prononcer la résolution ou accorder la consécration de l'instance à la résolution de plein droit déjà accomplie.

Ces directives sont bienvenues, car la résolution du contrat pour la mauvaise foi de l'une des parties accompli, dans le fonctionnement des rouages juridiques en droit français, un rôle moral et social de nature à mettre un sain équilibre dans les rapports de droit et maintenir une atmosphère de confiance autour du contrat. Si l'on objectait que la résolution de plein droit est susceptible de créer une certaine méfiance dans la stabilité des conventions nous répondrons du même point de vue que cette résolution de plein droit du contrat sous le contrôle ultérieur, toujours possible, du juge, ne saurait qu'augmenter l'assurance du contractant désireux de bénéficier de la convention passée.

Récemment, on a essayé de définir le droit en se basant sur la notion de bonne foi (1). Touchant au caractère

(1) Volansky : « Essai d'une définition expressive du droit, basée sur l'idée de bonne foi », th. Paris, 1929.

créateur de celle-ci, M. Volansky, l'auteur de la thèse précitée, s'exprime dans ces termes : « Mais, sous son aspect subjectif positif, la notion de bonne foi apparaît donc une notion dont la discipline, entraînant la garantie et la sanction publique, autorise ou légitime soit une réaction répressive contre des faits contraires à son essence, soit une résistance ou une action en consolidation ou en revendication des situations de fait prenant leur source ou leur raison d'être dans un état qui lui est conforme (1) »

(1) Volansky, op. cit., p. 273.

SECTION TROISIÈME

**La résolution de plein droit en vertu d'un texte
de la loi (1)**

§ PREMIER. — *La résolution de plein droit pour absence
ou atteinte grave de l'objet ou du sujet du contrat.*

1. — Exceptionnellement, certains contrats, faits en considération de la personne du créancier ou du débiteur, finissent par la mort de l'un d'entre eux.

Ainsi, le contrat de louage d'ouvrage finit par la mort de l'ouvrier ou de l'employé (art. 1795), le contrat d'entreprise par la mort de l'entrepreneur (art. 1795), la société, sauf celle « de capitaux », par la mort de l'un des associés (art. 1853, 3°), à moins que ses héritiers ne conviennent au contraire (art. 1868) et le mandat s'éteint par la mort du mandant ou du mandataire (art. 2003).

La raison de ces cas de résolution doit être cherchée dans l'impossibilité de l'exécution de l'objet du contrat, après la mort de l'un des contractants.

Cette préoccupation résulte d'une manière plus claire encore des cas où la société (art. 1865, 3°) ou le mandat (art. 2003, 4°) sont dissous à cause de la déconfiture de l'un des associés, du mandant ou du mandataire.

(1) Nous ne nous occuperons pas, dans cette section, de la résolution de plein droit qu'un texte légal édicterait pour sanctionner la mauvaise foi. A cause de la nature spéciale de cette dernière cause de résolution, nous en avons déjà traité ci-dessus, p. 65.

M. Percerou (1), traitant des contrats résiliés de plein droit par l'effet de la faillite, étend ces deux articles à l'hypothèse qu'il envisage.

Suivant lui, les contrats de société et de mandat rempliraient les deux conditions nécessaires à tout contrat résolu de plein droit, s'il y a faillite, à savoir : « que les obligations qui en naissent à la charge du failli soient, par leur nature même, ou à raison de l'intention des parties telles, qu'elles ne puissent être exécutées que par lui », sans quoi la masse pourrait se substituer à lui et « que ces obligations intéressent le patrimoine du failli de telle sorte que l'indisponibilité de ce patrimoine, résultant du dessaisissement, en rende l'exécution impossible par le commerçant ».

Et M. Percerou d'ajouter avec raison que : « la réunion de ces deux conditions ne se rencontre guère que dans les conventions génératrices d'obligations successives de faire, car, pour les obligations de donner la considération de la personne est très généralement indifférente ». L'ouverture de crédit et le compte courant seront, par conséquent, résiliés de plein droit, par la faillite du crédit (2).

Seulement, à notre avis, M. Percerou fait par trop découler ces solutions de la notion de contrat conclu *intuitu personæ*, alors que nous concluons en faveur de la résolution de plein droit, plutôt par la notion de l'objet impossible à réaliser.

(1) Percerou : « Des faillites et banqueroutes », dans le « Traité général de droit commercial », publié sous la direction d'E. Thaller, T. 2, n° 879 et s.

(2) Percerou, op. cit., n° 882.

C'est pourquoi, loin de nous rallier en l'hypothèse d'un contrat d'édition, à son opinion (1) qui ramène le problème à une question de fait, il nous semble que rien ne s'oppose à ce que la masse assume l'exécution de ce contrat, en exigeant la remise du manuscrit de la part de l'auteur.

2. — a) Le Code contient une foule de dispositions ayant trait aux effets de la disparition de l'objet de certains contrats. L'un des plus typiques est l'article 1722 qui prévoit la résiliation de plein droit du bail, si la chose louée est détruite en totalité par cas fortuit.

b) Le contrat de société finira par l'extinction de la chose, ou la consommation de la négociation (art. 1865, 2^o) et la perte de la chose promise (article 1867).

c) En critiquant l'article 1631, M. Capitant écrit : « Ainsi, au cas d'éviction totale, le contrat se trouve nécessairement résolu, sans qu'il soit besoin de faire prononcer la résolution en justice, ce qui serait tout à fait inutile, puisque l'inexécution de l'obligation du vendeur ne fait aucun doute. (V. Pothier, Traité de la vente, n^o 69, qui dit formellement que l'obligation de l'acheteur est résolue par le fait de l'éviction.) C'est là ce qui explique et justifie la règle de l'article 1631, qui oblige le vendeur à restituer la totalité du prix, quand même la chose vendue se trouverait diminuée de valeur ou considérablement détériorée à l'époque de l'éviction. A quel titre, en effet, le vendeur conserverait-il une parcelle quelconque du prix, puisque la vente est résolue ? (2).

Et M. Capitant de continuer : « C'est aussi pour la même raison que, en cas de stipulation de non garantie,

(1) Percerou, *op. cit.*, n^o 883.

(2) Capitant, *op. cit.*, p. 343, n^o 1. Ce passage se trouve à la page 343.

le vendeur est tenu à la restitution du prix (article 1629, C. civ.). » Il n'en sera autrement que si l'acquéreur a connu, lors de la vente, le danger de l'éviction ou s'il a acheté à ses périls et risques.

Et, par analogie, nous croyons que la résolution de plein droit est implicitement contenue dans l'article 1641, C. civ., si les vices de la chose en diminuent non seulement la valeur, mais la rendent complètement inutile à l'usage.

3. — L'article 1657, C. civ., dispose que : « En matière de vente de denrées et effets mobiliers, la résolution de la vente aura lieu de plein droit et sans sommation, au profit du vendeur, après l'expiration du terme convenu pour le retirement. »

« La dérogation au droit commun, nous disent MM. Colin et Capitant (1), qui exigerait une demande en justice, s'explique, en matière de denrées alimentaires, par les risques de prompt détérioration de la chose vendue, et en matière d'autres objets mobiliers, par cette considération qu'ils possèdent souvent une valeur d'actualité dont le vendeur ne pourrait, sans injustice, se voir frustrer par suite des lenteurs d'une demande en justice. »

La résolution de plein droit a donc lieu, dans l'hypothèse envisagée, parce que l'objet du contrat est en péril pressant.

M. Cassin fait justement remarquer que, lorsque le paiement des marchandises, dont parle l'article 1657, doit être fait au comptant, le vendeur ayant en vertu de l'article 1612, C. civ., le droit de retenir la chose jusqu'à

(1) Colin et Capitant, op. cit., p. 456.

ce qu'il soit payé, pourra empêcher le retraitement et cependant se prévaloir de son absence (1).

La jurisprudence ne fait aucune différence entre les ventes civiles et celles commerciales et assimile; en outre, le terme consacré par l'usage au terme exprès.

Lorsqu'il n'y a pas de terme de retraitement fixé, on applique le droit commun. Ainsi, une simple sommation du vendeur à l'acheteur de prendre livraison, serait insuffisante (2). Mais le terme peut être fixé implicitement, comme dans le cas de la vente contre remboursement (3).

Le bénéfice de l'article 1657 est perdu pour le vendeur lorsque c'est par son fait que le retraitement n'a pas eu lieu. Il y a, dans ce sens, un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 16 mai 1922 (4).

Il s'agissait, en l'espèce, d'une certaine quantité de farine, n'ayant pas été livrée, sans qu'on puisse, d'une part, relever l'absence de paiement, d'autre part, l'impossibilité d'exécuter.

Signalons, enfin, une mesure de guerre ayant trait à l'application de l'article 1657. L'article 5 du décret du 10 août 1914, pris en conformité de la loi du 5 août 1914, disposait que, durant toute l'époque de la guerre : « cesseront de produire effet les clauses des contrats qui stipulent une déchéance en cas d'inexécution dans un délai ou à une date préfixe, à condition que ces contrats aient été conclus avant le 4 août 1914 » et visait, aussi, par son contexte, les clauses légales de résolution.

(1) Cassin, th. cit., p. 341 et 342, n° 1.

(2) Civ., 17 déc. 1879, D. P. 80, 1, 133, S. 80, 1, 217.

(3) Colin et Capitant, op. cit., p. 487.

(4) S. 1922, 1, 358.

Ainsi il a été jugé que le vendeur de vin : « ne peut pas se prévaloir de la résiliation de plein droit de la vente, prévue par l'article 1657, C. civ., en se fondant sur ce que le retraitement de la marchandise n'a pas été effectué par l'acheteur dans le délai convenu » (1).

L'article 1657, C. civ., a deux articles parents, en quelque sorte, c'est-à-dire avec le même fondement que lui, dans le Code commercial. Ce sont les articles 576 et 577, C. com., le premier disposant que : « Pourront être revendiquées les marchandises expédiées au failli, tant que la tradition n'en aura point été effectuée dans ses magasins, ou dans ceux du commissionnaire chargé de vendre, pour le compte du failli », et le second spécifiant que : « Pourront être retenues par le vendeur les marchandises par lui vendues, qui ne sont pas délivrées au failli, ou qui n'auront pas encore été expédiées, soit à lui, soit à un tiers pour son compte. »

§ 2. — *La résolution de plein droit du contrat en vertu d'une interprétation législative de sa cause.*

1. — Nous avons vu que le domaine de la cause constitue le terrain choisi de la résolution judiciaire.

Afin d'éclairer le plus possible les rapports entre cocontractants, le législateur a considéré quelques hypothèses spéciales, où la nature du contrat en tant que « rapport de droit », ne peut laisser aucun doute sur la véritable intention des parties au moment de la conclusion du contrat. Ainsi s'expliquent les prévisions du Code admet-

(1) Trib. Toulouse, 26 déc. 1915, S. 1916 Bull. des somm. 2, p. 22.

tant la résolution de plein droit du contrat, dont nous traiterons ci-dessous.

2. — L'article 1780, C. civ. (1), dispose que : « Le louage de service, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes. » Cette solution est inspirée par la nature spéciale du contrat de louage de domestiques et ouvriers. C'est un contrat de commandement, en même temps personnel et successif, ou la mésentente entre les deux contractants est de nature à annihiler l'exécution du contrat, en lui enlevant toute utilité. Ainsi s'explique, d'ailleurs, l'alinéa 2 du même article, prévoyant que : « ... la résiliation du contrat par la volonté d'un seul des contractants peut donner lieu à des dommages et intérêts ». Le contrat restera donc rompu de toute façon.

Saisi par la partie plaignante, en général par le contractant qui doit subir les conséquences de la résiliation du contrat, due à l'initiative de l'autre, le juge aura à apprécier dans quelle mesure l'atteinte alléguée de l'un des principaux éléments du contrat, pouvait justifier sa rupture.

En outre, une jurisprudence touffue et constante admet comme justifiée l'inobservation du délai-congé, dans les hypothèses de mauvaise foi de l'un des contractants qui, à cause du caractère personnel que revêt la prestation dans le contrat de travail, met, en quelque sorte, en péril pressant les intérêts de l'autre. La sévérité de la sanction s'explique donc aisément par le mélange de ces deux considérations. « Le tribunal, dit la Cour de Cassation,

(1) V. *supra*, p. 56 et s., et *infra*, p. 95 et s.

peut décider que la partie dont la mauvaise foi cause la rupture du contrat est sans droit pour se prévaloir des dispositions de l'article 1184, C. civ. » (1) cet article étant pris en l'occurrence comme exigeant l'intervention préalable du juge.

Enfin, l'article 1780, C. civ., jouit d'une grande extension, la jurisprudence appliquant son principe à tous les contrats successifs à durée indéterminée (2).

Mais le juge aura toujours le droit d'accorder ultérieurement des dommages et intérêts pour abus du droit de résiliation.

3. — Voici maintenant le texte de l'article 2037, C. civ. :

« La caution est déchargée, lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et privilèges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution. » Il est évident que ce qu'oppose la caution n'est pas une exception d'inexécution, mais bel et bien un refus définitif, car elle se prétend libérée dorénavant de tout engagement envers le créancier (3). Pourtant, certains auteurs ne s'en sont pas aperçus à cause du caractère passif que revêt forcément cette attitude.

(1) Civ. 4 janv. 1910, S. 1911, 1, 195; V. dans ce sens : Civ. 3 août 1910, S. 1911, 3, 83. D. 1910, 1, 440. Trib. paix, Reims, 2 sept. 1893, « Rev. dr. comm. », 94, 2, 65; Cass., 23 avr. 1907, S. 1908, 1 69; Trib. civ. Seine 28 déc. 1897, « Le Droit », 7 janv. 1898, et Lyon, 20 mai 1910. « Mon. jud. », Lyon, 22 août 1910.

(2) Un arrêt de la cour de Lyon, du 10 mars 1908, D. 1909, 2, 33, avec note de M. Capitant, a décidé que l'art. 1780, 2^e al., C. civ., s'applique également à la convention collective, dont les parties n'ont pas fixé la durée d'application.

(3) V. dans ce sens : Cassin, 4^e cit., p. 349 et n. 1.

En édictant cette solution, le législateur a présumé que la caution ne s'engagerait pas, si elle ne pouvait compter sur la subrogation. Cela cadre harmonieusement avec les décisions de jurisprudence exigeant que le fait reproché au créancier cause un préjudice à la caution (1), et qu'il n'y ait pas lieu d'appliquer l'article 2037, C. civ., dans l'hypothèse où les droits et hypothèques dont la caution ne peut plus bénéficier par la faute du créancier, ne sont nés à son profit que postérieurement au cautionnement (2).

4. — L'article 1944, C. civ., prévoit que : « Le dépôt doit être remis au déposant aussitôt qu'il le réclame, lors même que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour la restitution ». Le dépôt régulier n'est-il pas, en effet, un contrat gratuit, conclu dans l'intérêt unique du déposant ?

5. — Le contrat de société à durée indéterminée pourra être dissous : « par la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société » (art. 1865, 5°, C. civ.), à la seule condition que la renonciation par laquelle elle s'opère, soit de bonne foi et non faite à contretemps (art. 1869, C. civ.).

6. — Le marché à forfait pourra être résilié par la seule volonté du maître, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, sous réserve du dédommagement de l'entrepreneur (art. 1794 C. civ.) (3).

(1) Cass., 2 févr. 1886, S. 87, 1, 5.

(2) Cass., 10 déc. 1866, S. 67, 1, 15, D. 66, 1, 425.

(3) Cette disposition s'étend aussi au cas où l'ouvrier fournit la main-d'œuvre et la matière et s'applique à toutes les commandes passées aux entreprises industrielles. Civ., 5 janv. 1897, S. 1897, 1, 73, et la note. V. Demogue, *rev. cit.*, art. cit., p. 265 et 267.

7. — L'article 2004, C. civ., envisage la cessation du mandat par simple révocation du mandant, « quand bon lui semble », et l'article 2007 spécifie que : « Le mandataire peut renoncer au mandat, en notifiant au mandant sa renonciation ». L'alinéa 2 de cet article, ajoute : « Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, il devra en être indemnisé par le mandataire, à moins que celui-ci ne se trouve dans l'impossibilité de continuer le mandat, sans en éprouver lui-même un préjudice considérable. »

M. Demogue (1), critique la jurisprudence (Cass., 6 janvier 1873, S. 73, 1, 24 ; Cass., 13 mai 1885, S. 87, 1, 220 ; 11 févr. 1891, S. 91, 1, 121), suivant laquelle le mandat donné à la fois dans l'intérêt du mandant et du mandataire ne peut être révoqué que de leur consentement à tous deux, solution si imparfaite, qu'on a été forcé d'admettre la libre révocation du mandat salarié. « Ainsi donc, s'écrie M. Demogue, le contrat de mandat salarié n'est que dans l'intérêt exclusif du mandant ». Il propose que les mandats soient toujours révocables, moyennant dommages et intérêts s'il y a lieu.

Nous nous rallierons à cette solution, nous fondant sur la constatation que lorsque le contrat de mandat n'est pas gratuit, l'objet de l'obligation du mandataire ne saurait être qu'une somme d'argent.

8. — Dans la donation enfin, où la notion de cause intervient fréquemment, nous rencontrons un certain nombre de cas où la loi, s'attachant à une situation déterminée, accorde la résolution de la donation.

(1) Demogue, art. préc., p. 272.

a) En traitant de la résolution de plein droit pour mauvaise foi, il a déjà été question des trois causes de résolution de l'article 955, C. civ. (1). Celui-ci ne se fonde pas uniquement sur une idée de répression de la mauvaise foi ou de protection du donateur, mais s'explique aussi par cette considération du législateur que le motif déterminant d'une donation contient presque toujours un espoir de reconnaissance de la part du donataire, qui serait en contradiction absolue avec les faits dont, suivant l'article 955, celui-ci pourrait se rendre coupable.

Il est vrai que l'article 956, C. civ., prévoit que la résolution n'aura pas lieu de plein droit. Mais cette limitation ne saurait être valable dans l'hypothèse où la donation n'aurait pas encore été matériellement exécutée. Cet article s'explique par la nécessité de l'appréciation des conditions et la détermination des effets posés par les articles 957, 958 et 959, C. civ., quant à la révocation des donations pour ingratitude, de même que par la nécessité fréquente d'obtenir un titre exécutoire à l'encontre du donataire. Aucun doute, en effet, de ce que la résolution est de droit, si le juge établit l'existence de l'une des trois causes de résolution de l'article 955, C. civ.

b) L'article 960, C. civ., accorde la résolution de plein droit des donations, « ...faites par personnes qui n'avaient point d'enfants ou de descendants actuellement vivants dans le temps de la donation, de quelque valeur que ces donations puissent être, et à quelque titre qu'elles aient été faites... », au cas où il survient un enfant légitime au donateur, même s'il est posthume ou s'il a

(1) V. supra, p. 65.

déjà été conçu au temps de la donation (art. 961), et la même solution est adoptée en l'hypothèse où le donateur légitime un enfant naturel, né depuis la donation, par mariage subséquent.

Le Code fait preuve d'une rare scrupulosité à discriminer la véritable volonté du donateur, à tel point qu'après avoir lu l'article 964, C. civ., envisageant les cas où l'ancienne donation pourrait revivre, on est en droit de se demander si toutes ces dispositions ne visent uniquement à empêcher, dans la limite du possible, le maintien ou le renouvellement de la donation.

Pourtant leur fondement doit être cherché dans l'intention même des parties. L'article 953, C. civ., ne spécifie-t-il pas : « La donation entre vifs ne pourra être révoquée que pour cause d'inexécution des *conditions* sous lesquelles elle aura été faite ? »

§ 3. — *Des lois qui, à raison de la guerre, ont accordé la résolution de plein droit du contrat.*

1. — Quelques lois, intervenues pendant la guerre, ont accordé la résolution de plein droit du contrat. Cette prévision législative a trait à des conventions où le sujet du contrat a disparu ou a été gravement atteint, sans qu'on puisse pourtant prétendre que le contrat ait été conclu *intuitu personæ*. Seule la situation spéciale, créée par la guerre, en fournit l'explication.

2. — La loi du 17 août 1917 (1), art. 1^{er}, al. 1^{er}, dispose

(1) D. 1918, 4, p. 144 et suiv.

que : « En cas de décès du preneur d'un bien rural, tué à l'ennemi ou décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée ou aggravée sous les drapeaux, ses héritiers peuvent demander la résiliation du bail, par une déclaration faite, d'une part, au bailleur même mobilisé, par lettre recommandée, avec avis de réception, d'autre part, au greffe de la justice de paix, où elle sera consignée sur un registre spécial et transmise au bailleur par les soins du greffe. »

L'alinéa 2 prévoit que : « Cette déclaration sera faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le décès ou l'avis officiel du décès. » Dans le cas et aux conditions énumérées ci-dessus, la résolution aura lieu de plein droit (al. 6).

3. — La loi du 9 mars 1918, article 3 (1), ayant traité aux changements survenus dans les baux à loyer par l'état de guerre, accorde la résiliation de plein droit du contrat, sans indemnité, à la veuve du locataire tué à l'ennemi, à ses héritiers en ligne directe et aux héritiers collatéraux habitant ordinairement avec le *de cujus*, sous la condition d'une déclaration adressée par lettre recommandée au bailleur.

Et l'article 13 de la même loi dispose que : « Le bail du locataire qui n'a pas pu emménager du fait de la mobilisation est résilié de plein droit à la demande du locataire. »

Cette loi, du 9 mars 1918, contient encore la disposition suivante : « Lorsque tous les membres d'une société

(1) D. 1918, 4, p. 61 et suiv.

en nom collectif, ou tous les gérants d'une société en commandite simple, ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur, ou, à défaut du liquidateur, sur la déclaration des héritiers ou ayants droit. » (Art. 6., al. 1^{er}.)

4. — La loi de 17 mai 1919 (1) enfin, admet la résiliation de plein droit des contrats ayant pour but d'acquies, par des versement périodiques, la propriété d'une maison habitée, quand l'acquéreur éventuel est mort sous les drapeaux.

Mais comme il s'agit d'un contrat successif, le législateur a restreint les effets de la résiliation : les versements déjà faits ne seront pas restitués et une commission arbitrale déterminera le temps pendant lequel la jouissance de l'immeuble sera encore laissée, gratuitement, aux occupants.

(2) D. 1919, p. 437.

THESE CONDITIONS
ARE TO BE CONSIDERED AS A PRELIMINARY
STAGE IN THE DEVELOPMENT OF THE
CONTRACT AND NOT A FINAL
AGREEMENT.

CHAPITRE III

LES CONDITIONS ET L'EXERCICE DE LA RÉOLUTION DE PLEIN DROIT DES CONTRATS - LE DROIT ALLEMAND L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION

§ PREMIER. — *Des conditions de la résolution de plein droit des contrats.*

1. — Ces conditions résultent déjà, *ipso facto*, de ce que nous avons vu jusqu'ici.

2. — Tout d'abord, il n'y a pas lieu de distinguer les causes d'inexécution. Celle-ci seule importe. La question de savoir si sa cause est fautive, n'a d'importance que pour les dommages et intérêts (1).

3. — En second lieu, l'impossibilité définitive de l'exécution n'est point exigée. Cela ne serait vrai que pour l'absence totale de l'objet du contrat, mais rappelons qu'il y a encore les cas de résolution de plein droit pour mauvaise foi de l'une des parties et même d'autres pour simple atteinte de l'objet et altération de la cause du contrat.

(1) Radouant, *op. cit.*, p. 269 : « Il y a résolution parce qu'il y a inexécution ; et comme il y aurait résolution pour inexécution fautive ; le seul effet de la force majeure, c'est qu'elle sera prononcée sans dommages et intérêts ».

4. — De là découle une conséquence fort importante que voici : la résolution de plein droit du contrat ne l'anéantit pas forcément dans son entier. Elle peut aussi opérer partiellement.

Ceci s'impose de toute évidence dans les contrats successifs.

Mais cela peut fort bien arriver aussi dans les conventions qui n'ont pas ce caractère. Voici, à cet égard, une espèce fort inéressante sur laquelle a eu à statuer la 3^e Chambre de la Cour de Cassation par un arrêt en date du 17 mars 1909 (1) : « Un sieur Dauvergne, ayant reçu d'une société, pour le couvrir de ses honoraires, des traites acceptées, il fut convenu entre les parties que Dauvergne ferait rentrer lesdites traites, qu'il avait négociées, et qu'il les remettrait à la société en échange d'obligations hypothécaires, d'une valeur équivalente. La société réserva donc 252 obligations de 500 francs, représentant une valeur de 126.000 francs pour opérer cet échange. Mais Dauvergne, ayant, au mépris de ses engagements, laissé dans la circulation 23 desdites traites, dont le montant s'élevait à 101.000 francs, que la société a dû acquitter de ses deniers, et n'ayant restitué à la société que des traites en valeur de 25.000 francs, la Cour a déclaré : « qu'il n'était fondé à réclamer à la société la remise que des 50 obligations de 500 », qu'elle lui offrait. »

L'inexécution partielle n'empêche donc pas la résolution de plein droit d'intervenir. Seulement, dans cette

(1) Rapporté d'après Cassin, *th. cit.*, p. 346, n° 2.

hypothèse, le contractant assume la responsabilité (1) de la réduction de sa propre obligation.

§ 2. — *De l'exercice de la résolution de plein droit
du contrat.*

1. — En principe, rien ne régleme l'exercice de la résolution de plein droit du contrat. Indépendamment des règles spéciales régissant la résolution judiciaire des contrats, le cocontractant est libre d'adopter une attitude purement passive et ne se prétendre libéré que devant l'instance où l'autre partie l'aurait assigné. Aucune différence ne saurait donc être faite, à cet égard, entre les hypothèses où la décision de rompre le contrat résulte d'une opposition passive et celles où elle se manifeste par une attitude nettement déterminée comme dans les cas où, malgré le silence des statuts, un syndicat ou une association s'arroge le droit d'exclure le membre ayant contrevenu à ses obligations (2).

2. — Pourtant, dans certaines hypothèses, il sera utile pour le contractant qui désire résoudre le contrat qui le lie, d'en avertir l'autre partie en lui demandant de s'exécuter. De cette façon, il fixera les positions respectives et ne pourra pas être accusé d'avoir agi avec précipitation. Toutes les fois que les juges peuvent relever une attitude dans ce sens ou en sens contraire, ils le font. C'est ainsi que, dans les attendus d'un arrêt précité de

(1) V. supra, p. 31 et s.

(2) Trib. civ. Nice, 4 déc. 1912, « Gaz. Trib. » 9 janv. 1913, et les renvois. V. note M. Planiol au D. P. 1905, 2, 121-123.

la Chambre civile, du 17 janv. 1906 (1), ils constatent que la partie, à laquelle ils ont donné finalement aussi gain de cause : « ...avait fait tout ce qui dépendait d'elle pour que la modification des polices dont se plaint X... fut faite par son intermédiaire », mais qu'elle s'était heurtée à l'inertie voulue et calculée de X..., dont le but était de ne pas diminuer ses courtages ».

La jurisprudence est, en effet, dans ce sens.

Le jugement précité (2), du tribunal commercial de Nancy, du 8 décembre 1913, dans une affaire où il y avait eu avertissement préalable du créancier qui, à la suite de l'inaction du débiteur eut recours à un mode d'exécution assez coûteux, dont il prétendait être dédommagé, s'exprime en ces termes : « ...il convient de rechercher s'il n'a pas agi avec trop de précipitation ». Et un arrêt de la Cour de Limoges, du 30 avr. 1906 (3), après avoir fait droit à la demande de la Compagnie d'électricité, ayant supprimé le courant électrique de l'intimé, se hâte de spécifier : « ...non sans l'avoir prévenu et mis en demeure par lettre recommandée ».

Quant aux arrêts qui paraissent exiger une mise en demeure (4), il en est de même que de ceux dont on pourrait croire qu'ils rejettent absolument la résolution de plein droit du contrat, se fondant sur l'article 1184, C. civ. Exigence d'une mise en demeure et nécessité de la demande en justice s'y tiennent, parce que, dans ces

(1) V. *supra*, p. 64, n. 2.

(2) V. *supra*, p. 55 et n. 2.

(3) S. 1907, 2, 204. D. 1907, 2, 96.

(4) V. *supra*, p. 23 et n. 2.

hypothèses, les juges refusent même la résolution judiciaire du contrat.

On trouve dans la jurisprudence encore une autre série de décisions, suivant lesquelles on peut suspendre l'exécution de son obligation, même sans prendre la responsabilité d'une rupture de plein droit du contrat, à condition que l'autre partie n'exécute pas et qu'on intente de suite une action en justice (1). Mais il est évident que cela suppose encore, en dehors des deux cas d'évidence signalés, une appréciation du juge, tant à l'égard de l'inexécution alléguée, qu'à la proportion entre celle-ci et celle dont on prend l'initiative.

Le droit d'option du créancier joue donc un rôle singulièrement important dans la résolution de plein droit. Ajoutons que celui-ci pourra toujours opter pour le maintien du contrat, même au cas où la loi prévoit expressément la résolution judiciaire (2).

3. — Il est donc regrettable que, sauf dans quelques lois spéciales (3), on ne voit nulle part une formalité imposée par le législateur pour fixer, dans un délai et sous une forme déterminés d'avance, le droit d'option du créancier.

Le Code civil allemand subordonne ce droit d'option à une simple déclaration de volonté du créancier (art. 326).

Suivant MM. Colin et Capitant (4), une pareille disposition cadrerait mal dans le système législatif français, parce que la résolution automatique du contrat enlève-

(1) V. la jurisprudence citée par M. Cassin *th. cit.*, p. 355-57.

(2) V. dans ce sens Capitant, *op. cit.*, p. 336, n° 1.

(3) V. *supra*, p. 79 et s.

(4) Colin et Capitant, *op. cit.*, p. 346.

rait trop facilement au débiteur, peut-être de bonne foi, le bénéfice du contrat, alors que la décision judiciaire exigée par l'article 1184, C. civ., permet la fixation d'un délai pour l'exécution de l'obligation.

Nous ne reviendrons plus sur l'article 1184, C. civ.

Mais nous ferons simplement remarquer que, de même que la résolution de plein droit n'exclut pas la résolution judiciaire, de même l'exigence d'une déclaration de la part du créancier, afin de préciser son attitude, ne saurait aucunement empiéter sur le délai de grâce de l'article 1184, C. civ.

D'ailleurs, quoique la résolution de plein droit soit admise en Allemagne, les tribunaux de ce pays auront à intervenir dans les cas d'inexécution tardive ou partielle.

4. — En France, du moins, les pouvoirs du juge restent entiers. Il garde son droit souverain d'appréciation dans tous les cas qui lui sont soumis. S'il admet toujours la résolution de plein droit quand l'objet du contrat a totalement disparu et que la mauvaise foi est évidente, c'est parce qu'il est, le premier, empressé à reconnaître ces deux règles indiscutables de logique et de morale juridiques et s'il ne s'inspire pas, dans ses décisions, du principe de l'irrévocabilité des conventions et de la nécessité d'un recours préalable en justice (1), la raison doit encore en être cherchée dans la vue nette qu'il a des nécessités impérieuses de la vie moderne. Peu importe aussi qu'il soit saisi du litige, par le créancier

(1) V. *supra*, p. 25 et s.

ou par le débiteur, par le contractant qui veut résoudre le contrat, ou par celui qui proteste contre la résolution que l'autre partie s'est crue fondée d'opérer.

Il restera toujours maître de la situation et arbitre des parties, par sa faculté de maintenir un contrat que l'un des contractants pourra soutenir avoir résolu et la possibilité de condamner tant à des astreintes, pour obliger la partie récalcitrante à exécuter, qu'à des dommages et intérêts compensatoires, pour le tort que l'un des contractants a pu causer à l'autre par son attitude.

§ 3. — *Le droit allemand.*

Nous venons de voir qu'en droit allemand, la résolution de plein droit est admise. Elle y constitue le principe en la matière et pourtant les tribunaux auront à intervenir dans les cas d'inexécution tardive ou partielle.

Suivant M. Capitant (1), il y aurait encore deux grosses différences entre le droit allemand et le droit français. « D'abord, nous dit-il, le créancier ne peut faire résilier le contrat que si l'exécution en est devenue impossible. Sinon, il doit poursuivre son adversaire, en lui fixant un délai pour l'exécution et c'est seulement après l'expiration du délai qu'il aura le droit de résilier (2). » Ce premier point n'est peut-être pas aussi tranchant. Nous avons vu nous-mêmes que la disparition de l'objet du contrat entraîne, en droit français, la résolution de

(2) V. sur le droit allemand Capitant, op. cit., p. 352 et suiv.

(1) Capitant, op. cit., p. 356.

plein droit du contrat et, en ce qui concerne le délai à impartir au débiteur, si ce n'est pas la partie qui le fait, ce pourra toujours être le juge.

Mais la remarque capitale qui s'impose, c'est que l'impossibilité d'exécuter peut, en droit français, résulter de la considération de la cause du contrat (1).

Or, en passant à la deuxième grande différence qu'il y a entre le droit français et le droit allemand, au sujet de la résolution, M. Capitant (2) constate que dans ce dernier « ... si l'obligation peut encore être exécutée pour partie, le créancier est obligé de se contenter de cette prestation partielle, à moins qu'il ne prouve qu'elle n'a pour lui aucune utilité ». Et M. Capitant d'indiquer la différence pratique qui en résulte : suivant l'article 1184, C. civ., le débiteur d'une somme d'argent qui ne s'acquitte pas, en totalité, au terme convenu, pourra tout au plus bénéficier du délai de grâce imparti par le juge, alors qu'en droit allemand, le créancier n'aura pas la faculté de résilier, étant dans l'impossibilité de prouver que l'exécution partielle est dépourvue pour lui de toute utilité.

En droit français, on s'attache à la notion de cause et en droit allemand à celle de l'utilité de la prestation.

Or, nous avons indiqué que le domaine de la cause est le terrain de prédilection de la résolution judiciaire du contrat. Mais ce sera justement à cause de la supériorité en souplesse et point de vue du système adopté

(1) L'on sait, en effet, qu'en droit allemand on ne tient compte de la cause, que si elle résulte expressément du contrat.

(2) Capitant, op. cit., p. 356 et n° 2.

par le droit français, qu'une synthèse, en quelque sorte, des deux systèmes législatifs, nous semble s'imposer par l'admission législative de la résolution de plein droit, du moins dans les hypothèses nettement déterminées que nous avons essayé d'établir, sous la réserve d'une manifestation expresse de volonté du créancier.

§ 4. — *De l'exception d'inexécution.*

Une comparaison entre l'exception d'inexécution et la résolution de plein droit pourrait faire couler beaucoup d'encre. Nous ne nous bornerons pourtant qu'à une simple mise au point.

L'exception d'inexécution peut toujours précéder, du moins en principe, l'action en résolution ou la résolution de plein droit. C'est la conviction où la manœuvre de l'une des parties qui, prétendant que l'autre n'exécute pas ou exécute insuffisamment, se traduit par l'arrêt de l'exécution de sa propre obligation.

Dès lors, la légitimité de l'exception d'inexécution dépendra, en dernier lieu, si la justice est saisie, de l'appréciation du juge et celui-ci ne saurait l'admettre et en même temps refuser de consacrer ou d'accorder la résolution du contrat, à moins qu'entre temps le débiteur ne se soit exécuté ou qu'il n'y ait lieu à un terme de grâce.

Dans ces deux dernières hypothèses, il ne se décidera pas avant une analyse sérieuse de la cause du contrat.

M. Capitant exprime la même idée lorsqu'après avoir recherché un critérium permettant de déterminer la condition d'application de l'exception non *adimpleti*

contractus, il arrive à la formule suivante (1) : « Il faut donc se demander si le fait d'inexécution reproché est ou non de telle importance qu'il empêche ou puisse empêcher la réalisation du résultat voulu par l'autre partie. »

La seule différence importante entre l'exception d'inexécution et la résolution de plein droit consiste, donc, dans le fait de tenir pour un état provisoire la suspension des effets du contrat. De cette façon, le débiteur jouit, en quelque sorte, d'un délai de grâce et le créancier manifeste son désir de maintenir, malgré tout, le contrat et en obtenir l'exécution.

(1) Capitant, op. cit., p. 286 et n° 2.

CHAPITRE IV

LA RÉOLUTION DE PLEIN DROIT ET LE PROBLÈME DE LA JUSTICE PRIVÉE

§ PREMIER. — *De l'admission de la justice privée en droit français.*

« La justice privée n'est pas interdite comme telle en droit français, mais seulement lorsqu'elle s'exerce par des actes que le droit français prohibe (1). »

Voilà la meilleure réponse à donner à ceux qui s'opposeraient à l'admission de la résolution de plein droit, se fondant sur ce qu'en droit français moderne il serait absolument interdit, à une partie, de se faire justice soi-même.

L'auteur de la thèse précitée démontre, en outre, que l'adage : « Nul ne peut se faire justice à soi-même » trouve l'une des plus notables exceptions dans l'exception d'inexécution (2).

D'ailleurs, nous n'apercevons pas de contradiction pratiquement sérieuse entre, d'une part, le principe de

(1) Vallimaresco : « La justice privée en droit moderne », th. Paris, 1926, p. 414.

(2) Vallimaresco, th. préc., p. 402 et suiv.

la nécessité de l'intervention judiciaire, afin de trancher les litiges entre particuliers et, d'autre part, l'existence de certaines institutions et règles, en vertu desquelles une partie contractante soit libre de s'assurer personnellement la justice au moyen d'actes licites dont la justification pourra toujours être soumise ultérieurement à l'appréciation du juge.

Entre ces deux manières de réaliser la justice il n'y a pas d'incompatibilité.

Anciennement, la justice privée se justifiait par la notion de vengeance et la faiblesse ou même l'absence d'un pouvoir central assurant l'exercice normal de la justice par les instances judiciaires.

Actuellement, elle se fonde sur la nécessité toute moderne qui découle de l'extrême mobilité de notre vie. La lenteur inhérente à la marche de la justice ne saurait s'accommoder aux changements incessants dans la valeur des choses, à la nécessité d'assurer à temps l'exécution d'un contrat, de trouver du travail en des conditions humaines, de prendre enfin une mesure urgente de quelque ordre qu'elle fût.

La résolution de plein droit des contrats ne s'appuie donc pas seulement sur des arguments de logique, d'histoire et de morale juridiques et sur la jurisprudence, mais elle correspond aussi aux nécessités impérieuses de notre organisme social en général.

M. Demogue a fort bien saisi cet aspect de la question en écrivant : « On reviendra du fétichisme de la volonté individuelle qui a encombré le droit civil au XIX^e siècle. Le contrat est respectable en fonction de la solidarité humaine. Une convention qui ne peut plus

aboutir qu'à des conséquences en contradiction certaine avec l'intérêt général cesse, telle qu'elle est, de mériter une force obligatoire (1).

§ 2. — *De l'abus du droit de résolution.*

La résolution de plein droit du contrat fait craindre un grand danger, à savoir celui de la rupture injuste du contrat. Injuste, elle pourra l'être à deux points de vue : d'abord manquer de cause valable, en second lieu être conçue dans le but unique de nuire à autrui.

Dans ces hypothèses, le juge aura la faculté, suivant les cas, de décider le maintien du contrat et accorder des dommages et intérêts.

La jurisprudence et même la doctrine ont tendance, surtout en matière du contrat de travail, d'englober les deux situations que nous venons d'énumérer, sous le titre de rupture abusive du contrat, abus du droit de résiliation, etc. (2).

M. Ripert critique cette confusion (3) : « Nous ne considérons pas comme des abus du droit, au sens strictement juridique du mot, dit-il, les cas où le titulaire du droit a commis une faute ou engagé sa responsabilité par l'exercice exceptionnel de son droit. Il se peut que le titulaire ait été inspiré par le désir de nuire à autrui, mais ce désir lui ayant fait commettre un acte généra-

(1) Demogüe, art. cit., *rev. cit.*, p. 246.

(1) Rouast, « La rupture abusive du contrat de travail », *Dalloz*, *Rec. heb.*, 5, 1928, *Chronique*, p. 5 et suiv.

(2) Ripert, *op. cit.*, p. 174.

teur de responsabilité civile, la recherche de l'intention sert seulement à distinguer le délit civil du quasi délit, et il n'y a pas d'intérêt pratique à cette distinction. »

Et, plus loin, afin de déterminer les cas où véritablement il y aurait abus du droit : « Pour trouver des hypothèses réelles d'abus du droit, il faut que l'acte accompli soit par lui-même irréprochable. Rentrant dans l'exercice normal et habituel du droit, il serait supporté sans recours, s'il n'était pas vicié par l'esprit qui l'inspire (1). »

Malgré cette distinction aussi logique qu'équitable, on désigne couramment, en doctrine et jurisprudence, sous la dénomination d'usage abusif du droit de résolution ou résiliation, non seulement les cas d'abus du droit proprement dit, mais aussi ceux où il y a simplement usage injustifié de ce droit.

Les juges sont allés très loin dans cette voie. Ainsi furent déclarés abusifs le renvoi d'un employé au bout de peu de temps, alors qu'il avait pu compter rester longtemps (2) et le renvoi qui, étant donnée l'ancienneté de l'ouvrier, constituait une sanction trop grave pour la faute qu'il avait commise (3). Dans ces hypothèses, on a donc alloué des dommages et intérêts en considération du caractère excessif de la mesure prise par le patron.

En effet, cette notion de l'abus du droit de résiliation doit sa vogue à la jurisprudence à laquelle donna lieu

(1) Ripert, *op. cit.*, p. 177.

(2) Civ., 18 mai 1909, S. 1909, 1, 428.

(3) Req., 22 juillet 1925, D. P., 1926, 1, 125, av. n. de M. Falcimaigne.

le vote de la loi du 27 décembre 1890 (1). Avant cette loi, le louage de services à durée indéterminée était résiliable à volonté par application de l'article 1780, C. civ. A la suite d'une propagande qui visait à obtenir le vote d'un texte qui ne permit le renvoi de l'ouvrier que pour justes motifs, les Chambres adoptèrent la loi précitée, modifiant l'article 1780, C. civ. Mais dans sa nouvelle forme celui-ci ne différait de l'ancien que par la faculté laissée au juge d'accorder les dommages et intérêts en cas de résiliation, sans préciser d'aucune façon quand il y aurait lieu de le faire.

La jurisprudence s'en saisit, posa au patron la condition de ne renvoyer l'ouvrier que pour un motif sérieux (2) et adopta la notion de l'usage abusif du droit de résiliation dans le sens courant assigné ci-dessus (3).

Le législateur a consacré cette jurisprudence par la modification de l'article 23 du livre I du Code de travail, mais en oubliant de l'introduire aussi dans l'article 1780, C. civ.

En effet, grâce à une nouvelle loi du 19 juillet 1928, le principe de la résolution abusive du contrat de travail, donnant lieu à des dommages et intérêts est législativement posé, déclaré d'ordre public, conformément d'ailleurs à la jurisprudence antérieure au vote de cette loi et applicable tant aux contrats conclus pour une durée déterminée qu'à ceux à durée indéterminée.

(1) V. sur cette question en général et la jurisprudence antérieure au vote de la loi du 27 déc. 1890, en spécial : Planiol et Ripert, « Traité élémentaire... », op. cit., nos 1884 et suiv.

(2) V. dans ce sens. Cass., 28 juin 1893, D. 93, 1, 473, S. 95, 1, 260 ; Cass., 22 juillet 1896, D. 97, 1, 401 et la note ; Cass. civ., 4 mai 1914, P. et S., 1915, 1, 47 ; 19 juill. 1928, D. H., 1928, 464.

(3) V. Conclusions de l'avocat général Rau, D. 95, 1, 250.

Enfin, l'article 23 précité contient un alinéa 5 disposant que : « Les dommages-intérêts qui peuvent être accordés pour inobservation du délai-congé ne se confondent pas avec ceux auxquels peut donner lieu, d'autre part, la résiliation abusive du contrat par la volonté des parties contractantes ; le tribunal, pour apprécier s'il y a abus, pourra faire une enquête sur les circonstances de la rupture. Le jugement devra, en tout cas, mentionner expressément le motif allégué par la partie qui aura rompu le contrat. »

D'abord, cet alinéa fait non seulement une différence entre le renvoi avec inobservation du délai-congé et la résiliation abusive du contrat, mais par la faculté qu'il accorde au tribunal de faire une enquête, « pour apprécier s'il y a abus » et l'exigence qu'il formule sur la mention expresse du motif allégué par la partie qui aura rompu le contrat, il témoigne d'un grand effort de clarification de cette notion.

En second lieu, la nécessité de mentionner le motif de rupture du contrat, tout en laissant la charge de la preuve au réclamant, oblige indirectement le patron de justifier cette rupture, pour éviter une condamnation.

Indépendamment de la réserve faite sur l'emploi de la notion de l'abus du droit, nous pouvons donc tirer cette conclusion qu'à côté des pouvoirs du juge de rétablir ou maintenir un contrat résolu de plein droit et d'accorder des dommages-intérêts au débiteur, même s'il se décide à consacrer la résolution de plein droit du contrat, la notion de l'abus du droit de résiliation constitue un correctif puissant des désavantages que pourrait présenter la résolution de plein droit en droit français.

CONCLUSION

Nous avons essayé de démontrer qu'en droit civil français la résolution, opérant de plein droit, constitue le principe en la matière.

Pourtant, le contraire est admis dans l'opinion courante.

Cela s'explique par le fait que, dans la pratique, le problème de la résolution attire davantage l'attention lorsqu'il se pose devant le juge.

Mais celui-ci se montre peu respectueux du principe de l'irrévocabilité des conventions.

L'article 1184 C. civ., lui-même, ne contredit pas cette pratique.

Elle est justifiée, logiquement, par le fondement de la résolution qui réside dans les trois éléments fondamentaux conditionnant l'existence de tout contrat après sa conclusion : l'objet, la cause et la bonne foi.

Moralement et socialement, la nécessité de punir la mauvaise foi et de satisfaire aux exigences de la vie moderne, constituent autant d'arguments en faveur de notre thèse.

Au point de vue de la sécurité des relations juridiques, enfin, la possibilité constante de l'intervention du juge écarte la crainte d'injustice. Mais celui-ci se trouve gêné dans son œuvre d'application, d'interprétation et d'adaptation de la loi, par la puissance d'une tradition qui puise ses sources vives dans les travaux préparatoires du Code civil.

Ainsi, la notion de l'abus du droit de résolution est restreinte aux cas de rupture du contrat de travail, car la loi prévoit expressément cet effet de la volonté unila-

térale de l'une des parties. Mais, cela va sans dire, des dommages et intérêts pourront être accordés, pour la même raison, au fond, dans tous les autres contrats.

Un texte de loi, destiné à faciliter la tâche du juge et à réglementer clairement les rapports des parties, apparaîtrait donc comme extrêmement utile.

Ce texte devrait contenir trois chefs : d'abord la reconnaissance du principe de la résolution de plein droit en droit civil français, avec la consécration du pouvoir d'appréciation souveraine du juge qui pourra toujours être appelé à se prononcer ; en second lieu, l'admission expresse de la résolution de plein droit du contrat pour absence de l'objet du contrat ou de présence de mauvaise foi. Dans ces deux dernières hypothèses, la résolution sera de droit pour le juge appelé éventuellement à statuer.

En troisième lieu, enfin, l'exigence que le créancier manifeste le choix de son option dans une certaine forme, réglementerait ces prévisions, par exemple, au moyen d'une déclaration faite dans un délai déterminé.

De cette manière, le législateur solidifierait, dans une règle juridique, claire et précise, une pratique qui fait encore l'objet des discussions, mais qui s'impose avec force.

Vu et permis d'imprimer :

VU : *Le Président de la thèse,*

Georges RIPERT.

Le Doyen de la Faculté de Droit

de l'Université de Paris,

M. H. BARTHELEMY.

Le Recteur de l'Académie de Paris,

M. CHARLETY.

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	
1. — La nécessité d'une vue générale sur la résolution.	5
2. — Définition de la résolution. Les sources et formes de celle-ci.	5
3. — But de cette étude.	6

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

SECTION PREMIÈRE

Le fondement de la résolution et ses conséquences

§ 1. — <i>Des théories les plus importantes sur le fondement de la résolution.</i>	7
1. — La distinction de deux groupes de théories et leur critique.	7
2. — Leur idée commune d'un « rapport » dans le contrat conduit à la recherche des éléments de celui-ci.	12
§ 2. — <i>Le mécanisme technique de la résolution et le fondement de celle-ci.</i>	15
1. — La condition résolutoire légale.	15
2. — Son historique.	17
3. — Les conditions du contrat.	18

SECTION DEUXIÈME

La forme de la résolution

§ 1. — <i>Du principe que la résolution se produit de plein droit.</i>	19
1. — Position du principe.....	19
2. — Sa conciliation avec l'art. 1184 C. civ....	19
3. — La résolution de plein droit et la jurisprudence.	23
4. — La résolution de plein droit n'écarte pas l'intervention du juge qui peut être appelé à réparer une injustice.....	25
§ 2. — <i>Du critère d'application de la résolution de plein droit et de son utilité.</i>	27
1. — Le point de vue historique est écarté....	27
2. — Le critère adopté et la manière dont il sera appliqué.	27
3. — Les simplifications qu'il introduit en doctrine.	29
4. — Son application en jurisprudence.....	30
5. — Son utilité pour les parties.....	31
6. — Son application dans les hypothèses de péril pressant.	34
§ 3. — <i>Des contrats auxquels s'applique la résolution de plein droit.</i>	37
1. — Adoption de l'opinion courante.....	37
2. — Déchéance et résolution.....	37
3. — La résolution dans l'usufruit.....	38

CHAPITRE II

Pages

**LA RÉOLUTION DE PLEIN DROIT DU CONTRAT
POUR ABSENCE OU ATTEINTE GRAVE DE L'UN
DE SES ÉLÉMENTS PRINCIPAUX**

SECTION PREMIÈRE

**La résolution de plein droit pour absence ou atteinte grave
de l'objet ou du sujet de contrat**

§ 1. — <i>De la résolution de plein droit et les risques..</i>	39
1. — Conclusions résultant à ce sujet des développements précédents.	39
2. — Les auteurs qui excluent la résolution dans l'hypothèse des risques et leurs arguments.	39
3. — L'opinion contraire.	40
4. — La jurisprudence applique l'art. 1184 dans l'hypothèse des risques.....	43
5. — Conclusion.	45
§ 2. — <i>De la formule adoptée pour la résolution de plein droit en cas d'absence ou d'atteinte grave de l'objet du contrat et son application pratique</i>	45
1. — La formule provisoire.....	45
2. — Sa critique et son complètement.....	45
3. — Son application à la thèse qui fonde la résolution sur la notion d'équilibre.....	47
4. — Son application à la distinction entre l'obligation principale et l'obligation accessoire.	51
5. — Sa confirmation par la jurisprudence qui consacre la résolution de plein droit pour absence de l'objet du contrat.....	54

SECTION DEUXIÈME

**De la résolution de plein droit du contrat
pour mauvaise foi**

§ 1. — <i>De la condition de bonne foi du contrat en général.</i>	59
1. — La bonne foi est une condition essentielle du contrat. Son fondement et sa définition.	59
2. — La bonne foi « positive » et la bonne foi « négative ».	60
§ 2. — <i>De la résolution de plein droit du contrat pour mauvaise foi dans la jurisprudence et dans le code.</i>	61
1. — La jurisprudence et la résolution de plein droit du contrat pour mauvaise foi.	61
2. — Le code et la résolution de plein droit du contrat pour mauvaise foi.	65
3. — Conclusion.	65

SECTION TROISIÈME

La résolution de plein droit en vertu d'un texte de loi

§ 1. — <i>La résolution de plein droit pour absence ou atteinte grave de l'objet ou du sujet du contrat.</i>	68
1. — Les cas de résiliation de plein droit du contrat pour absence ou atteinte grave de son sujet.	68
2. — a) L'art. 1722 C. civ.	70
b) Le contrat de société.	70
c) Les art. 1631 et 1629 C. civ.	70
3. — L'art. 1657 C. civ. et les art. 576 et 577 C. com.	71

	Pages
§ 2. — <i>La résolution de plein droit du contrat en vertu de l'interprétation législative de sa cause.....</i>	73
1. — L'interprétation législative de la cause du contrat.	73
2. — L'art. 1780 C. civ.	74
3. — L'art. 2037 C. civ.	74
4. — L'art. 1944 C. civ.	76
5. — Le contrat de société.....	76
6. — Le marché à forfait.....	76
7. — Le mandat.	77
8. — Les donations.	77
a) Les art. 955 et 956 C. civ.	78
b) L'art. 960 C. civ.	78
§ 3. — <i>Des lois qui, à raison de la guerre, ont accordé la résolution de plein droit du contrat.....</i>	79
1. — Leur fondement.	79
2. — La loi du 7 août 1917.....	79
3. — La loi du 9 mars 1918	80
4. — La loi du 17 mai 1919.....	81

CHAPITRE III

LES CONDITIONS ET L'EXERCICE DE LA RÉOLUTION DE PLEIN DROIT DES CONTRATS LE DROIT ALLEMAND - L'EXCEPTION D'INEXÉCUTION

§ 1. — <i>Des conditions de la résolution de plein droit des contrats.</i>	83
1. — Les antécédents.	83
2. — La question de la faute est indifférente..	83
3. — L'impossibilité définitive de l'exécution n'est pas exigée.....	83
4. — L'inexécution peut être totale ou partielle.	84

	Pages
§ 2. — <i>De l'exercice de la résolution de plein droit des contrats.</i>	85
1. — L'absence de toute réglementation légale.	85
2. — Le droit d'option du créancier.....	85
3. — La nécessité de lui imposer une forme légale et un délai déterminé de manifes- tation.	87
4. — Le pouvoir d'appréciation du juge.....	88
§ 3. — <i>Le droit allemand</i>	89
§ 4. — <i>De l'exception d'inexécution</i>	91

CHAPITRE IV

LA RÉOLUTION DE PLEIN DROIT ET LE PROBLÈME DE LA JUSTICE PRIVÉE

§ 1. — <i>De l'admission de la justice privée en droit français.</i>	93
§ 2. — <i>De l'abus du droit de résolution</i>	95
CONCLUSION.	99

PARIS-LIMOGES

IMPRIMERIE DES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

1931

